



---

# Rapport sur les résultats de la consultation

## Train d'ordonnances 2017

---

13 octobre 2017

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Objet de la procédure de consultation</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Résultats de la procédure de consultation</b> .....	<b>3</b>
2.1	Aperçu .....	3
2.2	Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières, OCCP .....	3
2.3	Ordonnance sur l'agriculture biologique.....	4
2.4	Ordonnance sur les dénominations «montagne» et «alpage», ODMA.....	4
2.5	Ordonnance sur les paiements directs, OPD .....	5
2.6	Ordonnance sur les zones agricoles .....	7
2.7	Ordonnance sur les améliorations structurelles, OAS .....	7
2.8	Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture, OMAS .....	9
2.9	Ordonnance sur la vulgarisation agricole .....	9
2.10	Ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr .....	9
2.11	Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles, OPVA.....	10
2.12	Ordonnance sur le vin .....	11
2.13	Ordonnance sur les produits phytosanitaires, OPPh .....	12
2.14	Ordonnance sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ORPGAA.....	13
2.15	Ordonnance sur la BDTA .....	13
2.16	Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux, OEmol-TA.....	13
2.17	Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture, OSIAgr .....	13
2.18	Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique .....	14
2.19	Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux, OLALA .....	14
2.20	Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture, OIMAS.....	14

## 1 Objet de la procédure de consultation

La consultation auprès des cantons, des associations et des organisations concernées a duré du 6 février au 12 mai 2017. La consultation a porté sur les ordonnances suivantes :

Échelon et n°	Intitulé	N° RS
CF 01	Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières, OCCP	910.17
CF 02	Ordonnance sur l'agriculture biologique	910.18
CF 03	Ordonnance sur les dénominations «montagne» et «alpage», ODMA	910.19
CF 04	Ordonnance sur les paiements directs, OPD	910.13
CF 05	Ordonnance sur les zones agricoles	912.1
CF 06	Ordonnance sur les améliorations structurelles, OAS	913.1
CF 07	Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture, OMAS	914.11
CF 08	Ordonnance sur la vulgarisation agricole	915.1
CF 09	Ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr	916.01
CF 10	Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles, OPVA	916 010
CF 11	Ordonnance sur le vin	916 140
CF 12	Ordonnance sur les produits phytosanitaires, OPPh	916 161
CF 13	Ordonnance sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ORPGAA	916 181
CF 14	Ordonnance sur la BDTA	916.404.1
CF 15	Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux, OEmol-TA	916.404.2
CF 16	Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture, OSIAgr	919.117.71
DEFR 01	Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique	910 181
DEFR 02	Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux, OLALA	916.307.1
OFAG 01	Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture, OIMAS	913 211

## 2 Résultats de la procédure de consultation

### 2.1 Aperçu

La consultation a donné lieu à 249 réponses de la part des cantons, partis politiques, associations, organisations et particuliers.

### 2.2 Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières, OCCP

L'harmonisation avec les dispositions de l'ordonnance sur les paiements directs est approuvée par une grande majorité. Diverses prises de position concernaient des thèmes qui ne faisaient pas partie de la proposition de modification. Une hausse de la contribution à des cultures particulières pour les oléagineux et les semences a été demandée, ainsi que le versement de contributions à des cultures

particulières pour des cultures qui ne donnent actuellement pas droit à des contributions, comme p. ex. les céréales fourragères.

### 2.3 Ordonnance sur l'agriculture biologique

Les cantons GL, NW, FR et AI soutiennent entièrement les modifications proposées. Quelques associations agricoles demandent que les insectes destinés à l'alimentation humaine soient intégrés au champ d'application de l'ordonnance bio.

Les cantons et l'Association des chimistes cantonaux de Suisse (ACCS) demandent que l'aquaculture bio soit ajoutée au champ d'application de l'ordonnance bio et soit réglementée dans le cadre du droit public.

Bien que l'art. 2 de l'ordonnance bio ne fasse pas partie des modifications d'ordonnance proposées, certaines associations demandent la suppression, dans le texte allemand, du terme «écologique». L'ajout de la définition précise des exploitations bio à l'art. 5 a été expressément salué par de nombreux participants à la consultation. Plusieurs cantons demandent en outre d'ajouter les communautés d'exploitation à l'art. 5. Swisscofel estime que les exploitations bio devraient aussi comprendre les entreprises d'hydroculture.

En ce qui concerne les modifications proposées de l'art. 7, certains acteurs rejettent cette modification car ils craignent une atténuation du principe de la globalité. D'autres participants, dont Bio Suisse et bio.inspecta, approuvent le fait que les critères de reconnaissance d'une unité de production en tant qu'exploitation bio indépendante sont précisés.

Du côté de la majorité des cantons, on souhaite que les dérogations au principe de globalité continuent à être évaluées par l'OFAG. Cela est justifié par le fait que l'exécution cantonale doit administrer les dérogations au principe de globalité pour l'exécution des paiements directs et a besoin des informations correspondantes. Ils demandent donc que les organes de certification annoncent leurs décisions aux autorités responsables des paiements directs.

La modification proposée de l'art. 8, al. 1, (ajout de la reconversion raccourcie pour la chicorée witloof) est unanimement approuvée. L'autorisation de la reconversion par étapes par les organes de certification est approuvée par une majorité des participants à la consultation, mais rejetée par cinq cantons. L'Union maraîchère suisse attire l'attention sur le fait que le terme de «production dépendante du sol» (dont la production est liée au sol) est déjà défini dans la loi sur l'aménagement du territoire et est donc «pris».

Tous les acteurs approuvent l'introduction du certificat de contrôle électronique via TRACES. De petites précisions du texte sont demandées.

Le fait que l'OFAG peut maintenant – suite à l'harmonisation de l'art. 32, al. 4, avec l'art. 27 du règlement n° 834/2007 du Conseil de l'UE – suspendre ou retirer l'autorisation de pratiquer une activité de contrôle octroyée à un organe de certification si celui-ci ne répond pas aux exigences et obligations visées à l'art. 28, al. 1, est d'une manière générale approuvée. Seul le canton TI estime que l'accréditation d'un organe de certification par le Service d'accréditation suisse en vertu de l'ordonnance sur l'accréditation et la désignation est suffisante.

### 2.4 Ordonnance sur les dénominations «montagne» et «alpage», ODMA

La majorité des organisations consultées ainsi que tous les cantons à l'exception du canton de Neuchâtel ont approuvé les modifications proposées tant pour ce qui concerne la possibilité de mettre en avant des ingrédients provenant de la région de montagne ou d'alpage que l'harmonisation du système de contrôle, d'exécution et de surveillance. L'association des chimistes cantonaux, le canton de SG ainsi que la fial ont fait remarquer que l'obligation d'indiquer la teneur d'un ingrédient mis en avant dans la dénomination de la denrée alimentaire est déjà prévue dans l'ordonnance concernant l'information sur les denrées alimentaires (OIDAI). Les organisations agricoles, les organismes de certification et les cantons ont demandé l'harmonisation des contrôles selon l'Ordonnance sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (OCCEA) en particulier en ce qui concerne le contrôle des exploitations d'estivage. Enfin l'art. 12a let. b concernant le rapport des organismes de certification sur la quantité de produits certifiés montagne/alpage mis sur le marché a été fortement critiqué en particulier par les organismes de certification ainsi que certains cantons en raison des coûts qu'il engendrerait et du manque de pertinence de cette exigence.

## 2.5 Ordonnance sur les paiements directs, OPD

L'entretien obligatoire de tous les arbres fruitiers haute-tige est évalué très différemment, aussi bien par les cantons que par les associations paysannes. Les charges administratives et les frais de contrôle sont les principaux arguments cités contre cette mesure. Les institutions et organisations de protection de la nature sont favorables à cette introduction. De nombreuses réponses approuvaient l'entretien des arbres, mais avec des modifications. Celles-ci concernaient notamment l'intégration de la fumure et la limitation de la mesure dans le temps.

Contribution à l'utilisation efficiente des ressources pour l'alimentation biphase des porcs : le nouveau type de contribution est évalué de manière très diverse. L'USP, diverses interprofessions et 9 cantons l'approuvent, mais à la condition que la mesure soit soutenue sans limite temporelle et qu'elle ne soit pas intégrée aux PER.

La contribution à l'utilisation efficiente des ressources pour l'alimentation biphase des porcs est rejetée par 10 cantons, la COSAC, la CDCA, certaines organisations environnementales et les organisations de contrôle. Les raisons du rejet de la mesure sont les suivantes : la mesure proposée fait partie de la bonne pratique agricole. Les exploitations doivent impérativement remplir ces exigences dans le cadre des PER. Une partie des porcs n'est pas détenue dans des exploitations ayant droit aux paiements directs ; l'effet de la mesure est donc trop minime. La mesure est trop compliquée du point de vue des contrôles et conduit à des frais de transaction élevés pour les cantons.

Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour la réduction des produits phytosanitaires dans la viticulture et la culture de betteraves sucrières : l'orientation des nouvelles contributions à l'utilisation efficiente des ressources est approuvée. Certaines organisations de protection de l'environnement souhaiteraient que les dispositions soient immédiatement ajoutées aux PER. Certains cantons et les organisations de contrôle rejettent la proposition. Ils demandent notamment une simplification de la mesure et une sécurité de planification à long terme. En outre, l'interface avec le projet d'utilisation durable des ressources en cours dans le canton de Berne doit être clarifiée. La contribution bonus est perçue comme contraire au système et largement rejetée, de même que l'exclusion des exploitations bio. Certains participants demandent un report et une révision dans le cadre d'une stratégie d'ensemble. La branche fruitière a élaboré, en collaboration avec les services cantonaux d'arboriculture, une proposition commune de nouvelle contribution à l'utilisation efficiente des ressources pour les cultures fruitières. La demande de la branche fruitière a été largement diffusée et prise en considération et approuvée par de nombreux acteurs à l'occasion de la consultation.

Contribution à l'utilisation efficiente des ressources pour les techniques d'épandage diminuant les émissions : la prise en compte des 3 kg N dans le Suisse-Bilanz par hectare et épandage de lisier avec la rampe d'épandage à tuyaux flexibles a été fortement critiquée depuis son introduction en 2014 et thématisée lors de chaque train d'ordonnances, même lorsqu'elle ne faisait pas partie de la consultation. Les cantons LU, ZG, SO, BL, AI, TG, la COSAC et la CDCA, ainsi que l'USP et diverses interprofessions, sont opposés à cette comptabilisation. La déduction est soutenue par les cantons BE, SH, SG. Les organisations environnementales, le PVL et le PS demandent une augmentation de la déduction à 5 kg N. Le canton AG, la CCE, la CFHA et Cercl'Air soutiennent la comptabilisation des 3 kg N et sont favorables, à titre d'alternative, à l'augmentation du taux d'efficacité de l'azote dans le Suisse-Bilanz, qui passerait de 60 à 70 %.

Contribution pour la culture extensive de céréales, de tournesols, de pois protéagineux, de féveroles et de colza : les cantons de grandes cultures GE, VD, FR, l'USP (y compris les organisations paysannes cantonales), swissgranum et Bio Suisse demandent l'ajout des lupins dans la liste des cultures autorisées pour la contribution Extensio par analogie avec les autres légumineuses à graines, dans une perspective d'égalité de traitement.

Enregistrements dans le domaine des prestations écologiques requises : la suppression des enregistrements concernant les quantités et les données sur les récoltes dans le cadre de l'utilisation des prairies et pâturages est évaluée de manière très diverse. L'USP, les organisations paysannes des cantons et diverses interprofessions, ainsi que 4 cantons, approuvent cette simplification. 5 cantons, la COSAC, la CDCA et les organisations de contrôle rejettent la suppression de ces enregistrements. Ces organisations, qui sont chargées des contrôles, remarquent que la suppression des enregistrements des quantités et des données relatives aux récoltes ne représente pas une simplification, car il manquerait ainsi des données capitales pour la mise en œuvre et le contrôle des exigences liées aux surfaces herbagères.

Prise en compte des sous-produits de meunerie dans le programme PLVH : l'extension de la liste des fourrages de base aux sous-produits de meunerie dans le cadre du programme PLVH est demandée par l'USP et les organisations paysannes cantonales, ainsi que par Swissgranum et les autres organisations de la branche des céréales (centres de collecte, moulins et meuniers, et commerce).

L'introduction d'un programme SRPA supplémentaire pour les vaches laitières avec sorties sur un herbage, telle qu'elle est proposée par le groupe-pilote «Contributions au bien-être des animaux» de l'OFAG, a été demandée par de nombreuses organisations paysannes, les entreprises de transformation du lait, un canton et la Protection Suisse des Animaux. L'introduction de contributions SRPA pour les cerfs et bisons a été largement soutenue par les milieux paysans, mais a fait l'objet d'un rejet important des cantons. La suppression des contributions SRPA pour les agneaux de pâturage est notamment refusée par les organisations concernées, mais aussi par d'autres organisations paysannes. La suppression des contributions SST pour les étalons, boucs et verrats n'a été rejetée que par quelques participants.

La suppression des autorisations spéciales pour des dérogations mineures aux normes en matière de bien-être des animaux est rejetée de manière véhémente, non seulement pas de nombreuses organisations paysannes, mais aussi par les cantons et la Protection Suisse des Animaux. Alors que la précision proposée concernant la surface latérale ouverte dans les aires à climat extérieur prescrites pour la volaille de rente n'a pas été critiquée par les engraisseurs de volaille, les producteurs d'œufs ont craint des problèmes importants. La restructuration et la simplification des dispositions en matière de bien-être des animaux ont été généralement saluées.

Alpages de courte durée pour le bétail laitier : la suppression de la réglementation spéciale fin 2017 est explicitement saluée par les cantons BE, FR, BL, NE et JU. Certaines organisations paysannes, dont 5 de Suisse centrale, y sont également favorables, mais estiment que les moyens financiers libérés (environ 2 millions de fr.) doivent continuer à être versés aux exploitations d'estivage. La CDCA, la COSAC, UR, OW, NW, ZG et SG approuvent la suppression, mais demandent l'introduction d'une contribution supplémentaire en faveur de tout le bétail laitier, soit dans le cadre de la contribution de mise à l'alpage, soit dans celui de la contribution d'estivage. Les cantons SZ et GR sont opposés à la suppression de la réglementation particulière et seraient favorables à une différenciation des contributions en faveur du bétail laitier. La SSEA, le SAB, l'USP, d'autres organisations membres et la FPSL, demandent la prolongation d'une année de la réglementation particulière actuelle et l'élaboration d'une nouvelle réglementation de remplacement. AI, AR, TI, VS, l'UDC et quelques organisations paysannes rejettent la suppression de la réglementation particulière.

Oies de pâturage : le canton SG approuve la réglementation prévue concernant la détention des oies dans la région d'estivage. La SSEA et le SAB saluent la possibilité d'une mise à l'alpage des oies de pâturage, mais le nombre d'oies doit être limité en relation avec le nombre de pâquiers normaux. Les organisations paysannes approuvent en partie. Elles sont en majorité en faveur de l'apport d'aliments concentrés, favorables seulement à certaines conditions (ou pas du tout) à l'évacuation du fumier et en majorité contre le plan d'exploitation obligatoire. La COSAC, la CDPNP et la CCE, 18 cantons et d'autres organisations demandent de biffer les réglementations proposées. Ils mettent en avant le fait que l'apport d'aliments concentrés dans la région d'estivage et le transport de fumier dans la région de plaine sont problématiques et difficiles à contrôler. Dans une perspective de simplification administrative, il ne faut pas intégrer des thématiques incomplètes dans l'OPD. Le PS, les organisations environnementales (Pro Natura, WWF) et d'autres organisations demandent de supprimer les nouvelles dispositions proposées. Ils estiment que cela générerait des transports inutiles d'aliments concentrés et d'engrais à destination et en provenance de la région d'estivage. Un label pourrait tout aussi bien se focaliser sur la SAU dans la région de montagne (label oies de montagne). On craint une recrudescence de la controverse concernant les prédateurs (loup, ours, aigle).

Inscription pour les types de paiements directs et les PER (art. 97, al. 3) : le délai ultérieur d'inscription proposé est approuvé par une grande majorité des participants. Les organisations paysannes souhaitent un délai unique pour toutes les mesures.

Délais de dépôt des demandes et échéances (art. 99) : la modification proposée est approuvée sur le principe. Les organisations paysannes ne souhaitent cependant pas de subdivision pour certains types de paiements directs ; certains cantons, le KIP et bio.inspecta souhaitent déléguer entièrement aux cantons la fixation du délai pour le dépôt des demandes. Deux cantons demandent que le délai de dépôt des demandes de contributions pour les techniques culturelles préservant le sol et pour les techniques d'épandage pauvres en émissions soit repoussé à fin août.

Deuxième évaluation des contrôles (art. 103, al. 2 et 3) : la CDCA, la COSAC et 6 cantons (BE, UR, OW, ZG, FR et GR) soutiennent sans réserve la suppression des alinéas 2 et 3. Ils remarquent que la réglementation actuelle n'est pas tenable et crée des incertitudes. Une deuxième évaluation n'est souvent pas justifiée, car l'état de fait qui a conduit au manquement constaté peut souvent être modifié rapidement après un contrôle. Il n'est donc que rarement possible d'entrer en matière sur les oppositions.

9 cantons (LU, GL, SO, BL, SH, SG, AG, JU, GE), les organisations de contrôle KIP, Qualinova et bio.inspecta ainsi que les milieux paysans demandent le maintien du deuxième contrôle. Cela permet de déterminer plus clairement si des sanctions devraient être prises. L'agriculteur peut plus rapidement se défendre contre une sanction. Il doit également être clair que l'exploitant doit rechercher activement la collaboration et informer, le cas échéant, un représentant légal, de manière à ce que le droit d'être entendu soit assuré dans le cadre de l'exécution des paiements directs. Le canton TG propose de réviser la formulation actuelle afin de préciser qu'une deuxième évaluation n'est possible que si les faits controversés ne peuvent être modifiés, par exemple dans le domaine de la protection des animaux relevant des constructions, de la part minimale de surfaces de promotion de la biodiversité ou du calcul du Suisse-Bilanz.

Contributions à la biodiversité (annexe 7, ch. 3.1.1) : la réduction proposée des contributions pour les surfaces de promotion de la biodiversité du niveau de qualité I (prairies extensives, surfaces à litière, haies, bosquets champêtres et berges boisées) et la hausse correspondante pour les surfaces du niveau de qualité II sont en grande majorité rejetées. On craint que la biodiversité dans son ensemble ne se détériore. Outre la qualité, l'étendue globale des surfaces de promotion de la biodiversité est également importante. En outre, un concept général fait défaut et les changements ne sont à apporter que pour des raisons impérieuses. UR, OW, SG ainsi que le PLR, PS Suisse, economieuisse, Agri-dea, l'USAM, Vision Landwirtschaft et les paysans bio d'Obwald et de Nidwald soutiennent expressément la proposition.

Réduction des paiements directs : 9 cantons, l'USP et 42 autres organisations ont indiqué que les réductions doivent absolument être effectuées conformément au principe de proportionnalité. Ils demandent que la suppression de tous les paiements directs ne soit possible qu'en cas de récidive. L'USP et 29 autres organisations demandent que toute sanction soit infligée directement à l'exploitant concerné par l'intermédiaire d'une décision avec voie de recours, et pas seulement lors du décompte final des paiements directs. Par ailleurs, l'USP et 27 organisations paysannes maintiennent que la réduction des paiements directs en cas de dépassement de l'effectif maximum est disproportionnée.

## 2.6 Ordonnance sur les zones agricoles

Les cantons et les associations agricoles en particulier ont formulé des observations sur la modification de l'ordonnance. Le changement fondamental est largement soutenu : le remplacement des cartes topographiques en papier par des cartes numériques est bienvenu.

Le Conseil d'État du canton de Bâle-Ville, la Conférence des services cantonaux de géoinformation (CCGEO), la Chancellerie d'état du canton du Tessin et le Conseil d'État du canton de Lucerne ont demandé que les cantons qui ne représentent pas de zones et régions agricoles dans leur géoportail public soient exemptés de cette obligation. L'art. 5, al. 2, (ancien al. 3) précise donc que les cartes figurant dans les géoportails publics cantonaux ne doivent être tenues à jour qu'«à condition que les zones et régions agricoles y soient représentées». L'objectif est que, si les cartes des zones et régions agricoles sont publiées, celles-ci doivent être tenues à jour.

La plupart des cantons et des organisations paysannes qui ont pris position demandent que le terme «immédiatement» utilisé à l'art. 5, al. 2 (ancien alinéa 3) soit remplacé par le terme «chaque année» ou un jour de référence fixe, car une mise à jour annuelle de l'ensemble de géodonnées de base sur les zones et les régions agricoles serait suffisante et réduirait les charges.

## 2.7 Ordonnance sur les améliorations structurelles, OAS

D'une manière générale, les propositions ont été bien accueillies. Toutefois, les mesures qui visent un renforcement des conditions d'entrée en matière (formation, charge supportable, fonds propres, offres comparatives) ont été fortement critiquées.

Conditions liées à la formation : Un seul canton (ZH) et les verts libéraux sont favorables au renforcement des conditions liées à la formation. Tous les autres cantons, le parti socialiste, la CDCA, la COSAC, suisse-melio, l'USP et les organisations paysannes s'y opposent.

Contenus et critères définissant la charge supportable : Seuls deux cantons (OW, GL) approuvent la mesure. Tous les autres cantons, la CDCA, la COSAC et suisse-melio refusent la proposition. Les autorités cantonales compétentes disposent des connaissances suffisantes pour l'évaluation de la charge supportable et supportent les pertes. L'USP et une majorité d'organisations paysannes approuvent la mesure pour autant que la branche soit associée à la définition des critères.

Fonds propres minimaux exigés : Six cantons (BE, LU, SH, VD, GE et JU), l'USP et une majorité d'organisations paysannes s'opposent à l'exigence de fonds propres minimaux. Trois cantons (AG, TG et VS) approuvent la mesure. Neuf cantons (SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, AI et GR), la CDCA, la COSAC et suisse-melio approuvent le projet pour autant que les cantons et Agroscope soient associés à la définition des fonds propres.

Exigence de trois offres pour les travaux d'une certaine importance : Seuls deux cantons (VS et GE) approuvent la mesure. Tous les autres cantons, la CDCA, la COSAC, suisse-melio, l'USP et la majorité des organisations paysannes rejettent la proposition. Dans les régions périphériques, il est parfois difficile de disposer de trois offres comparatives.

Prix de reprise des exploitations : Deux cantons (SO et AR) s'opposent à la suppression de la limite du prix d'acquisition dans le cas de la reprise d'entreprises agricoles qui n'appartiennent pas à la famille. Cette mesure a pour effet de limiter l'évolution des prix des biens agricoles. Neuf cantons (BE, UR, SZ, OW, GL, BL, VS, GE, JU), le parti socialiste, suisse-melio, l'USP et une majorité d'organisations paysannes approuvent la mesure. Cinq cantons (NW, ZG, FR, AI et GR), la CDCA, la COSAC et quelques organisations paysannes approuvent la suppression de l'article à condition que la définition des fonds propres soit déterminée conjointement avec les cantons.

Autres mesures ou propositions

Planification agricole : Les cantons, la CDCA, la COSAC et suisse-melio soutiennent la proposition de mentionner explicitement dans un article le soutien à des projets de planification. L'USP et une majorité d'organisations paysannes proposent une nouvelle formulation de l'article.

Mesures de construction contribuant à l'utilisation durable des ressources et à l'amélioration des prestations en faveur de l'environnement : Trois cantons (AI, SG, JU) ne soutiennent pas la proposition. Neuf cantons (SZ, OW, NW, GL, FR, BL, GR, VS, NE), le parti socialiste et suisse-melio soutiennent la mesure. Trois cantons (BE, ZG, SO), la CDCA et la COSAC soutiennent le projet pour autant que la charge administrative qui en découle soit limitée. L'USP et une majorité d'organisations paysannes soutiennent l'objet s'il doit être nécessairement financé par le budget agricole.

Clarification de la notion de décision de principe : Un canton (ZG), la CDCA et la COSAC ne soutiennent pas la proposition. Ils ont des craintes quant à la poursuite du soutien de projets en cours. Les autres cantons et suisse-melio soutiennent la mesure.

Diminution de la durée d'affectation des contributions : Tous les cantons, la CDCA, la COSAC, suisse-melio, l'USP et les organisations paysannes saluent la mesure.

Prix de reprise des exploitations par le fermier : Trois cantons (SO, AR, NE) ne soutiennent pas la proposition supprimer le prix maximal d'acquisition. La mesure limite l'évolution des prix d'acquisition des entreprises agricoles. Deux cantons (BL et SH), l'USP et la majorité des organisations paysannes soutiennent la mesure. Neuf cantons (BE, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, AI et GR), la CDCA, la COSAC, suisse-melio soutiennent la proposition si la mesure est associée à l'exigence de fonds propres minimaux.

Crédits d'investissements minimaux : Quatre cantons (BL, VS, GE et JU) et le parti socialiste ne soutiennent pas la proposition de fixer un montant minimum pour l'allocation de crédits d'investissements. Les autres cantons, la CDCA, la COSAC, suisse-melio, l'USP et la majorité des organisations paysannes soutiennent le projet.

Réduction de la durée de remboursement des crédits d'investissements : Seuls deux cantons (AI et SG) approuvent la mesure. Tous les autres cantons, la CDCA, la COSAC, suisse-melio, l'USP et la majorité des organisations paysannes ne soutiennent pas la proposition. Les dispositions légales actuelles sont en adéquation avec les différentes mesures d'améliorations structurelles.

Montant limite d'approbation par l'office : Tous les cantons, la CDCA, la COSAC, suisse-melio et plusieurs organisations paysannes demandent le relèvement du montant limite à 500'000 francs.



Disposition transitoire : Tous les cantons, la CDCA, la COSAC, suissemelio et plusieurs organisations paysannes demandent que le délai transitoire pour l'introduction d'exigences en matière des fonds propres coure jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020 afin de disposer d'assez de temps pour traiter les dossiers en cours.

## 2.8 Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture, OMAS

Les modifications proposées ont été généralement bien accueillies.

Somme maximale pour les prêts au titre de l'aide aux exploitations paysannes et pour les crédits d'investissement par exploitation : deux cantons (LU et NE) sont opposés à la suppression de ce montant limite, car les cantons assumeraient ainsi un risque plus important.

Augmentation du montant limite pour l'approbation par l'OFAG : deux cantons (LU et ZG) sont opposés à l'augmentation, car les cantons assumeraient ainsi un risque plus important de défaut de remboursement du prêt. Onze cantons (UR, SZ, NW, GL, FR, SO, SG, GR, VD, VS, JU), la CDCA, la COSAC, suissemelio et plusieurs organisations agricoles sont cependant favorables à un montant limite plus élevé (500 000 francs).

## 2.9 Ordonnance sur la vulgarisation agricole

Les ajustements proposés sont accueillis favorablement par la majorité des participants à la consultation. 16 cantons, la CDCA, les milieux agricoles et les organismes de vulgarisation considèrent l'harmonisation des objectifs et des critères de soutien pour les études préliminaires comme une simplification administrative. Ils demandent que le «single point of entry» esquissé pour les études préliminaires soit mis en œuvre rapidement et que la notion d'innovation introduite à l'art. 1, let. d, et à l'art. 10, al. 1, soit définie de manière large, notamment dans le contexte des projets de création de valeur. Plusieurs cantons font remarquer que le commentaire de l'art. 10, al. 2 et 3, est formulé de manière pas assez claire.

## 2.10 Ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr

Sur un total de 249 prises de position concernant le train d'ordonnances, 69 avis concernaient entièrement ou en partie une ou plusieurs réglementations de l'OIAgr. Seule une de ces prises de positions (canton SG) a expressément soutenu toutes les propositions de modifications pour une répartition des contingents tarifaires adaptée aux besoins. Les autres prises de position ont rejeté presque toutes les propositions de modification et n'ont approuvé que certaines d'entre elles. Ce sont surtout les propositions dans le domaine de la procédure du «fur et à mesure auprès de l'OFAG» qui étaient controversées, notamment de la part des organisations paysannes, qui demandaient de maintenir le statu quo en ce qui concerne la répartition du «contingent de yoghourt». L'augmentation du contingent tarifaire partiel de 5 % pour atteindre 210 tonnes a été particulièrement critiquée. Certains cantons comme GE et AG, ainsi que l'industrie laitière et ses organisations, ont également rejeté ces propositions. La hausse du contingent sans contre-prestation a été principalement critiquée dans de nombreux cas. L'augmentation à long terme du contingent tarifaire n° 09 pour les œufs d'oiseaux en coquille a aussi été rejetée pour la même raison. Comme indiqué ci-dessous sous «contexte», la PAKO et ses membres issus des milieux du commerce et de la production d'œufs ont proposé de réallouer à partir de 2018 1000 tonnes du contingent tarifaire partiel des œufs de fabrication dans le contingent tarifaire partiel des œufs de consommation. Cette proposition ne représente pas une augmentation à long terme du contingent tarifaire.

Les importateurs de produits faisant partie du contingent de yoghourt ont été avertis de la consultation par e-mail. La majorité des entreprises et personnes directement concernées se sont exprimées favorablement aux propositions de modification (p. ex. » ces changements sont bien vus et bienvenus»). Les quelques réponses négatives demandaient une augmentation massive du contingent tarifaire partiel (qui devrait atteindre au moins 1000 tonnes) et des conditions plus restrictives pour le droit au contingent. Comme il s'agit d'une simplification de la procédure de répartition et pas d'un assouplissement de la protection douanière, une augmentation importante du contingent ne rentre donc pas en ligne de compte. Des conditions plus restrictives seraient en contradiction avec la simplification visée.

En ce qui concerne l'art. 44 et la suppression du PGI obligatoire pour certaines semences de légumes, les réactions ont été entièrement positives. Cependant, la justification figurant dans le commentaire a été en partie remise en question ; le texte concerné a donc été légèrement modifié. Les modifications de l'annexe 4 sur la libération du contingent tarifaire pour les céréales panifiables n'ont fait l'objet que de quelques réponses. L'interprofession swiss granum a approuvé la répartition du contingent en 6 tranches au lieu de 4, alors que l'Association du commerce suisse d'importation de céréales et matières fourragères a qualifié la modification de contre-productive. On demande en outre que la libération des parties de contingent ait lieu l'après-midi plutôt qu'à minuit. Enfin, de nombreuses demandes ne concernaient pas directement les propositions mises en consultation. Une grande partie d'entre elles demandaient la hausse de la protection douanière sur les céréales panifiables (hausse des droits de douane dans le cadre et en dehors du contingent tarifaire) et sur le sucre (introduction d'un prix minimum).

## 2.11 Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles, OPVA

Le nouvel article définissant le but n'est globalement pas contesté. Le renforcement du pilotage stratégique est explicitement approuvé par le PLR, Economiesuisse, Bio Suisse, Agridea, le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), les organisations de consommateurs FRC et KF, ainsi que quatre autres organisations. Le Réseau des parcs suisses rejette cette proposition. Le PS, les Académies des sciences et Bio Suisse demandent en outre une orientation sur la consommation durable. Le GI Bio et bio inspecta SA demandent que les inspections effectuées en Suisse par des autorités bio étrangères soient également couvertes dans l'article définissant le but, en relation avec les accords d'équivalence nouveaux ou existants dans le domaine du bio. Swisscofel souhaite un réexamen des effets de la procédure de communication des prestations d'intérêt général du point de vue de la promotion des ventes.

L'USP et 14 autres organisations paysannes demandent que la présentation et le design d'emballages communs ne soient cofinancés que si une identité visuelle/un logo commun pour toutes les branches et l'ensemble de la chaîne de création de valeur existe et est utilisé. La Fédération suisse des spiritueux et 26 autres organisations paysannes souhaitent que les spiritueux ne soient plus exclus de la promotion des ventes.

Le GI Bio, bio inspecta SA et l'Union Professionnelle Suisse de la Viande demandent que les produits qui contiennent des proportions faibles de matières premières suisses puissent aussi être encouragés.

Switzerland Cheese Marketing et 9 autres organisations de la branche du fromage et du vin demandent que les frais qui peuvent être directement rattachés au projet continuent d'être imputables. Pays romand – pays gourmand et AGORA souhaitent que les cotisations des membres soient aussi imputables.

La non-prise en compte des aides financières des cantons et communes en tant que fonds propres a fait l'objet d'une forte opposition.

Le processus de consultation montre que les interprofessions et la grande majorité des cantons rejettent la réduction proposée de la part de cofinancement à 40 % et l'introduction d'un système de bonus pour cette part de cofinancement. Economiesuisse se félicite de la réduction proposée.

La majorité des participants se félicitent de l'ajout d'exigences aux mesures soutenues, mais ils sont d'avis que ces exigences ne devraient pas générer de travail administratif supplémentaire. L'Association des centres collecteurs de céréales de Suisse et la Fédération suisse des producteurs de céréales estiment que l'exigence selon laquelle les mesures servent à faire valoir les avantages particuliers des produits agricoles suisses ou de leurs méthodes de production est trop peu claire en termes d'application concrète.

La fial et cinq autres interprofessions exigent que la stratégie et les objectifs d'impact soient revus tous les quatre ans et ne soient adaptés que si nécessaire. Le Syndicat suisse des marchands de bétail SSMB et l'Union Professionnelle Suisse de la Viande se félicitent de cette obligation de faire auditer les comptes par un réviseur indépendant Pays romand – pays gourmand et trois autres organisations sont d'avis que cette obligation entraînera trop de travail administratif pour les petites organisations.

La liste des projets soutenus figurant à l'art. 9a fait majoritairement l'unanimité. L'Union Professionnelle Suisse de la Viande exige que la publicité en faveur des prestations d'intérêt public et de l'agrotourisme ne soit encouragée que si elle n'est pas en concurrence avec le reste de l'artisanat. L'Association Vaches mères Suisse demande que l'élevage des vaches mères soit aussi soutenu. Le réseau des Parcs suisses souhaite également que les produits portant le label «Parcs suisses» soient soutenus et l'Association suisse pour le commerce des semences et la protection des obtentions végétales souhaitent que les réseaux d'expérimentation permettant d'obtenir de nouvelles variétés de plantes dotées plus économes en ressources soient soutenus.

La non-prise en compte des projets partiels régionaux qui ne font pas partie du concept de communication du porteur de projet est rejetée par cinq cantons et l'Union maraîchère suisse UMS. La COSAC, la CDCA, quatre cantons et quatre organisations dans le domaine des produits régionaux sont d'accord avec la modification, à condition que les activités sur les plateformes locales et régionales faisant l'objet de mesures de marketing communes, développées au plan suprarégional, soient soutenues comme auparavant.

La possibilité de soutenir les projets complémentaires est saluée par une majorité des interprofessions et des cantons. Ceux-ci demandent que ces projets soient financés par des moyens supplémentaires. L'OFAG doit également veiller à ce que des messages contredisant le projet déjà soutenu ne soient pas communiqués. Gallo Suisse rejette le soutien des projets complémentaires. 6 cantons, l'Association Suisse des Produits Régionaux et quatre autres organisations souhaitent que le soutien porte aussi sur les mesures concernant des approches qui peuvent aussi être mises en œuvre dans l'ensemble de la Suisse. Vache mère Suisse souhaite que le soutien ne soit pas limité dans le temps. L'Association Champignons suisses demande que la protection douanière et les autres mesures financières de soutien étatiques soient prises en compte lors de l'évaluation des demandes ou ajoutées comme critères. Swiss granum et cinq autres organisations de la branche des céréales demandent que l'OFAG ne puisse mettre au concours des mesures de communication sur des thèmes spécifiques que dans des cas exceptionnels motivés (force majeure, etc.).

Les interprofessions et organisations paysannes ne sont pas favorables à une répartition des moyens sur la base des grands axes thématiques. Alors que Switzerland Cheese Marketing et 28 autres organisations souhaitent laisser la répartition telle quelle, Swiss granum et quatre autres organisations demandent en outre de préciser dans l'ordonnance que l'intérêt à investir doit être évalué au moyen d'une analyse selon la méthode du portefeuille. L'USP, 22 autres organisations paysannes et diverses interprofessions souhaitent le maintien de la répartition utilisée jusqu'ici. En outre, ils demandent une limitation à 4 millions de francs au maximum pour le soutien des initiatives d'exportation. Douze cantons, la CDCA, la COSAC et les organisations de quatre marchés régionaux soutiennent la modification.

Le canton ZG, la COSAC et la CDCA demandent de fixer le délai pour le dépôt des demandes de soutien au 30 septembre de l'année précédente.

### 2.12 Ordonnance sur le vin

Appréciation générale : 6 cantons (BE, BL, LU, OW, SG, ZG), la CDCA, la COSAC, ainsi que l'interprofession Thurgauer Weine, sont en principe d'accord avec la modification d'ordonnance. Le canton GR souhaite que la modification ne soit pas appliquée. D'une manière générale le projet est rejeté par l'Association des chimistes cantonaux de la Suisse (ACCS), l'Association suisse du commerce des vins (ASCV), l'Association nationale des coopératives vitivinicoles suisses (ANCV), ainsi que par Schenk SA.

Le renforcement de l'autocontrôle et l'augmentation du nombre d'inspections dans les exploitations à risque sont largement acceptés par les cantons et les interprofessions. 13 cantons (BE, BL, FR, GR, JU, LU, OW, SH, TG, UR, VD, VS, ZH), la CDCA, la COSAC, l'ACCS, la Konferenz der Rebbaukommissare der Deutschschweiz (KoReKo), ainsi que quelques organisations viticoles et paysannes régionales soutiennent le principe de l'autocontrôle basé sur les risques dans le système de contrôle des vins.

Contrôle de la vendange : l'Interprofession de la vigne et des vins suisses (IVVS) et l'Association suisse du commerce des vins (ASCV), avec quelques organisations qui y sont rattachées et quelques petites organisations viticoles et paysannes régionales, demandent que le contrôle de la vendange soit remplacé par un contrôle à la vigne. 5 cantons (GE, FR, NE, VD, VS), la CDCA, la COSAC,

l'ACCS, l'IVVS, la Fédération suisse des vignerons (FSV), l'ASCV et les organisations qui lui sont rattachées, ainsi que des organisations viticoles régionales importantes (surtout en Suisse romande) et Schenk SA estiment que le transfert par le canton des résultats du contrôle de la vendange au contrôle du commerce des vins est inutile et serait en contradiction avec le principe de l'autocontrôle.

Suppression du contrôle cantonal équivalent du commerce des vins pour les vignerons-encaveurs, maintien d'un organe unique de contrôle du commerce des vins pour toutes les entreprises qui commercialisent du vin : retours hétérogènes de la part des cantons, avec des prises de positions parfois contradictoires pour ou contre la suppression du contrôle cantonal équivalent. Ainsi, 10 cantons (AG, BE, BL, FR, GE, NE, TG, TI, VD, VS), la CDCA, la COSAC et l'ACCS sont favorables à la proposition si certaines conditions sont remplies (p. ex. organe de contrôle indépendant de la branche, prise en compte des caractéristiques des vignerons-encaveurs, prise de mesures par l'organe de contrôle). Deux cantons (GR, ZG) demandent que seuls les cantons soient responsables du contrôle du commerce des vins. L'IVVS et la FSV, ainsi que l'ASCV avec les organisations qui y sont rattachées, l'Association suisse des vignerons-encaveurs (ASVE), l'Union suisse des paysans (USP), ainsi que la majorité des organisations viticoles et paysannes régionales, approuvent le contrôle unique, mais posent des conditions différentes. Ils demandent une simplification du contrôle pour les vignerons-encaveurs, une mise au concours du mandat, les mêmes émoluments qu'aujourd'hui ou une indépendance complète de la branche. L'ASCV et les organisations qui y sont rattachées demandent un organe unique, mais rejettent la modification de l'ordonnance car ils craignent des charges administratives supplémentaires. Economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et quelques organisations viticoles et paysannes régionales demandent le maintien du contrôle cantonal équivalent.

Répartition de l'exécution entre l'organe de contrôle du commerce des vins et les inspectorats cantonaux des denrées alimentaires : huit cantons (BE, FR, GE, NE, SH, TG, VD et VS), la CDCA, la COSAC, l'ACCS, ainsi que les chimistes cantonaux demandent que l'organe de contrôle du commerce des vins soit chargé de l'exécution. Les cantons GR et ZG demandent seulement un contrôle cantonal. Le canton SZ souhaite au minimum conserver le contrôle cantonal équivalent actuel. Les cantons alémaniques sont en majorité favorables à la répartition proposée lors de la consultation, mais certains d'entre eux demandent également de transférer l'exécution à l'organe de contrôle. L'IVVS, la FSV, l'ASCV et les organisations qui y sont rattachées, ainsi que plusieurs organisations viticoles régionales importantes, demandent que les chimistes cantonaux restent principalement responsables de l'exécution. Les organisations de l'économie vitivinicole souhaitent que la répartition actuelle (c'est-à-dire l'exécution par les inspectorats cantonaux des denrées alimentaires) soit maintenue.

Droit de regard sur la comptabilité financière des exploitations : quatre cantons (AG, FR, VD et VS), la CDCA, la COSAC et l'ACCS soutiennent cette proposition. Les cantons de GR et SZ rejettent le droit de regard, tout comme les organisations de l'économie vitivinicole IVVS, FSV, l'ASCV et les organisations qui y sont rattachées, l'ASVE, l'USP, ainsi que plusieurs organisations viticoles et paysannes régionales.

Contribution fédérale au contrôle de la vendange : bien qu'aucune modification du système de contributions actuel n'ait été proposée, 11 cantons (AG, BE, BL, FR, GE, LU, SH, TG, UR, VD et VS), le CDCA, la COSAC, l'ACCS, KoReKo, ainsi que deux interprofessions régionales de petite taille, ont demandé une adaptation du système actuel de contributions et une augmentation des fonds.

Acquit de production en kg : presque tous les cantons soutiennent l'attestation de production en kg. GE, NE et VD, ainsi que l'IVVS et la FSV, l'ASCV avec les organisations qui y sont rattachées, le CSCV, plusieurs organisations viticoles et paysannes régionales et Schenk SA, demandent un acquit de production en litres.

### 2.13 Ordonnance sur les produits phytosanitaires, OPPh

Les résultats de la consultation des milieux concernés montrent deux avis opposés sur les précisions faites sur le numéro de lot et la date de la formulation. Certains producteurs suisses (Scienceindustries, Stähler AG, Omya Schweiz AG) proposent d'être plus restrictifs en exigeant d'ajouter que l'étiquette du pays d'origine soit préservée et que le pays d'origine figure sur l'étiquette. Tandis que Glarner Bauernverband (BV), SO BV, SG BV, AG BV, European association of agro-chemical companies (EAACC) et l'Union suisse des paysans (USP) proposent une solution plus laxiste en permettant

aux importateurs d'attribuer de nouveaux numéros de lot lors du remballage et de conserver les informations sur les équivalences entre nouveaux et anciens numéros de lots pendant 5 ans, livrables sur demande.

## **2.14 Ordonnance sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ORPGAA**

50 prises de position sur le nouvel article 6a ont été reçues. Huit cantons approuvent le projet, 10 y sont opposés, trois n'ont pas pris position à ce sujet. La CDCA et la COSAC soutiennent la proposition. Le PS a exprimé un avis positif. 14 organisations de producteurs sont favorables à la proposition, 1 est contre, 2 n'ont pas pris position. Les 9 organisations environnementales qui ont pris position soutiennent la proposition.

Les partisans de la modification approuvent la mesure au plan technique, mais souhaitent un ancrage plus fort de certains critères techniques et une harmonisation avec la promotion existante de la biodiversité. Ils critiquent également le fait que l'agriculteur assume la totalité des risques (tous les coûts des relevés de végétation, contribution non garantie même pour les bonnes surfaces).

Les principaux points critiqués concernant la hausse des charges administratives. Certaines prises de position négatives remettent en question la nécessité des mesures de préservation de la diversité génétique des plantes fourragères.

## **2.15 Ordonnance sur la BDTA**

Les organisations agricoles, le commerce de bétail et les abattoirs ont indiqué que les résultats de la taxation neutre de la qualité devaient être visibles, non seulement pour le dernier détenteur de l'animal et l'abattoir – comme proposé dans le dossier de consultation – mais aussi pour les détenteurs précédents et, le cas échéant, les bénéficiaires de cession. Ce souhait est pris en compte dans le nouvel art. 16, al. 1<sup>bis</sup>.

Dans la perspective de l'utilisation des données sur les équidés pour les paiements directs, plusieurs cantons souhaitent que les détenteurs d'équidés, comme les détenteurs de bovins, soient davantage impliqués dans l'annonce des données.

L'indication de la région d'appartenance n'est pas contestée. Certains cantons craignent une augmentation des charges pour les cantons. La transmission des données sur les élevages détenant des équidés à l'OrTra Métiers liés au cheval a été critiquée par certains participants à la consultation. L'argument est avancé que les données de la BDTA ne doivent pas être utilisées telles quelles pour le prélèvement des cotisations.

## **2.16 Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux, OEmol-TA**

La baisse proposée des émoluments de 10 % en moyenne n'est pas contestée. Les organisations agricoles demandent d'autres baisses d'émoluments, notamment en ce qui concerne les remplacements de marques auriculaires.

## **2.17 Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture, OSIAgr**

Les cantons et les fédérations se sont notamment exprimés sur la modification d'ordonnance. La COSAC et une partie des cantons, les associations paysannes, la Société des Vétérinaires Suisses et d'autres associations approuvent la simplification administrative qui résulte de la suppression des mesures d'exécution relevant du droit vétérinaire dans Acontrol. Ils font cependant remarquer que l'échange d'information entre les organes d'exécution doit être garanti.

Une partie des cantons rejette la simplification, car celle-ci affaiblit l'exécution.

La simplification de la saisie des futurs utilisateurs d'Agate ou l'actualisation périodique dans le système IAM du portail Internet Agate sont approuvées par tous les participants à la consultation. La nouvelle possibilité de déléguer l'authentification au système IAM du portail Agate en faveur des systèmes informatiques externes est approuvée sans exceptions. La libération des données provenant des systèmes informatiques de l'OFAG à des fins de simplification administrative est également unanimement approuvée. Le canton ZG et la COSAC demandent que la libération des données soit limitée à des

données structurelles validées. De nombreuses associations et quelques cantons demandent en outre que les personnes concernées soient informées sur les services qui utilisent leurs données.

### **2.18 Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique**

L'ajout du charbon végétal en tant qu'amendement est approuvé par une majorité des participants à la consultation ; seuls les cantons d'AG, BE et SO rejettent cette proposition. Bio Suisse demande d'ajouter la bouillie sulfocalcique à la liste des produits phytosanitaires et d'étendre l'autorisation d'utiliser l'éthylène pour la maturation des poivrons et tomates au chapitre 3 de l'annexe 1.

### **2.19 Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux, OLALA**

Les organisations de producteurs d'aliments pour animaux saluent l'ouverture sur l'affouragement des graines de chanvre et dérivés aux animaux de rente mais demandent d'en conserver l'interdiction pour les chevaux afin de tenir compte du fait que le THC figure sur la liste des produits dopants pour les chevaux engagés dans des compétitions.

### **2.20 Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture, OIMAS**

Les résultats sont présentés au ch. 2.7, Ordonnance sur les améliorations structurelles (OAS).

## Annexe : Liste des participants à la consultation

### 1. Kantone / Cantons / Cantoni

Intervenants	Adresse	E-Mail	Date de réception
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Neumühlequai 10 Postfach 8090 Zürich	<a href="mailto:staatskanzlei@sk.zh.ch">staatskanzlei@sk.zh.ch</a>	12.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Bern	Postgasse 68 3000 Bern 8	<a href="mailto:info@sta.be.ch">info@sta.be.ch</a> <a href="mailto:urs.zaugg@vol.be.ch">urs.zaugg@vol.be.ch</a>	04.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Bahnhofstrasse 15 6002 Luzern	<a href="mailto:staatskanzlei@lu.ch">staatskanzlei@lu.ch</a>	17.05.2017
Standeskanzlei des Kantons Uri	Rathausplatz 1 6460 Altdorf	<a href="mailto:ds.la@ur.ch">ds.la@ur.ch</a>	25.04.17
Staatskanzlei des Kantons Schwyz	Regierungsgebäude Bahnhofstrasse 9 Postfach 1260 6431 Schwyz	<a href="mailto:stk@sz.ch">stk@sz.ch</a>	11.04.17
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Rathaus 6061 Sarnen	<a href="mailto:staatskanzlei@ow.ch">staatskanzlei@ow.ch</a>	04.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Nidwalden	Dorfplatz 2 Postfach 1246 6371 Stans	<a href="mailto:staatskanzlei@nw.ch">staatskanzlei@nw.ch</a>	15.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Glarus	Rathaus 8750 Glarus	<a href="mailto:staatskanzlei@gl.ch">staatskanzlei@gl.ch</a>	27.04.17
Staatskanzlei des Kantons Zug	Seestrasse 2 Regierungsgebäude am Postplatz 6300 Zug	<a href="mailto:info@zg.ch">info@zg.ch</a>	11.05.2017
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Rue des Chanoines 17 1701 Fribourg	<a href="mailto:chancellerie@fr.ch">chancellerie@fr.ch</a> <a href="mailto:relations.exterieures@fr.ch">relations.exterieures@fr.ch</a>	11.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Solothurn VD SO – Volkswirtschaftsdepartement	Rathaus Barfüssergasse 24 4509 Solothurn	<a href="mailto:kanzlei@sk.so.ch">kanzlei@sk.so.ch</a>	09.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Marktplatz 9 4001 Basel	<a href="mailto:staatskanzlei@bs.ch">staatskanzlei@bs.ch</a>	27.04.17
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Regierungsgebäude Rathausstrasse 2 4410 Liestal	<a href="mailto:landeskanzlei@bl.ch">landeskanzlei@bl.ch</a>	10.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Beckenstube 7 8200 Schaffhausen	<a href="mailto:staatskanzlei@ktsh.ch">staatskanzlei@ktsh.ch</a>	12.05.2017
Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden	Regierungsgebäude 9102 Herisau	<a href="mailto:Kantonskanzlei@ar.ch">Kantonskanzlei@ar.ch</a>	16.05.2017
Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden	Marktgasse 2 9050 Appenzell	<a href="mailto:info@rk.ai.ch">info@rk.ai.ch</a>	12.05.2017
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen VWD SG Volkswirtschaftsdepartement	Regierungsgebäude 9001 St. Gallen Davidstrasse 35 9001 St.Gallen	<a href="mailto:info.sk@sg.ch">info.sk@sg.ch</a> <a href="mailto:gabriela.brack@sg.ch">gabriela.brack@sg.ch</a>	11.04.17

**Rapport de consultation train d'ordonnances 2017**

Intervenants	Adresse	E-Mail	Date de réception
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Reichsgasse 35 7001 Chur	<a href="mailto:info@gr.ch">info@gr.ch</a>	10.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Regierungsgebäude 5001 Aarau	<a href="mailto:staatskanzlei@ag.ch">staatskanzlei@ag.ch</a>	11.05.2017
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Regierungsgebäude Zürcherstrasse 188 8510 Frauenfeld	<a href="mailto:staatskanzlei@tg.ch">staatskanzlei@tg.ch</a>	11.05.2017
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	Palazzo delle Orsoline 6501 Bellinzona	<a href="mailto:can-scads@ti.ch">can-scads@ti.ch</a>	27.04.17
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Place du Château 4 1014 Lausanne	<a href="mailto:info.chancellerie@vd.ch">info.chancellerie@vd.ch</a>	15.05.2017
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Planta 3 1950 Sion	<a href="mailto:Chancellerie@admin.vs.ch">Chancellerie@admin.vs.ch</a>	27.04.17
Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel	Le Château Rue de la Collégiale 12 2000 Neuchâtel	<a href="mailto:Secretariat.chancellerie@ne.ch">Secretariat.chancellerie@ne.ch</a>	12.05.2017
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Rue de l'Hôtel-de-Ville 2 Case postale 3964 1211 Genève 3	<a href="mailto:service-adm.ce@etat.ge.ch">service-adm.ce@etat.ge.ch</a>	04.05.017
Chancellerie d'Etat du Canton du Jura	2, rue de l'Hôpital 2800 Delémont	<a href="mailto:chancellerie@jura.ch">chancellerie@jura.ch</a>	11.05.2017



## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

### 2. In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien / partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale / partiti rappresentati nell' Assemblée federale

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR.I Liberali Radicali	Generalsekretariat Neuengasse 20 Postfach 3001 Bern	<a href="mailto:info@fdp.ch">info@fdp.ch</a>	04.05.2017
Grüne Partei der Schweiz GPS Parti écologiste suisse PES Partito ecologista svizzero PES	Waisenhausplatz 21 3011 Bern	<a href="mailto:gruene@gruene.ch">gruene@gruene.ch</a>	19.05.2017
Grünliberale Partei glp Parti vert'libéral pvl	Laupenstrasse 2 3008 Bern	<a href="mailto:schweiz@grunliberale.ch">schweiz@grunliberale.ch</a>	11.05.2017
Schweizerische Volkspartei SVP Union Démocratique du Centre UDC Unione Democratica di Centro UDC	Generalsekretariat Postfach 8252 3001 Bern	<a href="mailto:gs@svp.ch">gs@svp.ch</a>	05.05.2017
SP Schweiz	Zentralsekretariat Spitalgasse 34 Postfach 3001 Bern	<a href="mailto:ve-rena.loembe@spsc-hweiz.ch">ve-rena.loembe@spsc-hweiz.ch</a>	12.05.2017

### 3. Gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete / associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali dei Comuni delle città e delle regioni di montagna

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
SGV Schweizerischer Gemeindeverband	Laupenstrasse 35 3008 Bern	<a href="mailto:verband@chgemeinden.ch">verband@chgemeinden.ch</a>	10.05.2017
Schweizerischer Städteverband	Monbijoustrasse 8 Postfach 3001 Bern	<a href="mailto:info@staedteverband.ch">info@staedteverband.ch</a>	17.02.2017
SAB Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete	Seilerstrasse 4 Postfach 3001 Bern	<a href="mailto:info@sab.ch">info@sab.ch</a>	23.03.17

### 4. Gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft / associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national/ associazioni mantello nazionali dell'economia

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV) Union suisse des arts et métiers (USAM) Unione svizzera delle arti e mestieri (USAM)	Schwarztorstrasse 26 Postfach 3001 Bern	<a href="mailto:info@sgv-usam.ch">info@sgv-usam.ch</a>	11.05.2017
Schweiz. Bauernverband (SBV) Union suisse des paysans (USP) Unione svizzera dei contadini (USC)	Laurstrasse 10 5201 Brugg	<a href="mailto:info@sbv-usp.ch">info@sbv-usp.ch</a>	11.05.2017

5. Weitere interessierte Kreise / autres milieux intéressés / altre cerchie interessate

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Ein-gangsdatum
LDK Konferenz der kantonalen Landwirtschaftsdirektoren	c/o Landwirtschaftsamt Zug Aabachstrasse 5 Postfach 857 6301 Zug	<a href="mailto:roger.bisig@vd.zg.ch">roger.bisig@vd.zg.ch</a>	15.05.2017
KOLAS Konferenz der Landwirtschaftsämter der Schweiz	Avenue de Marcellin 29 a 1110 Morges	<a href="mailto:frederic.brand@vd.ch">frederic.brand@vd.ch</a>	15.05.2017
VKCS Verband der Kantonschemiker der Schweiz	Amt für Verbraucherschutz, Obere Vorstadt 14, 5000 Aarau Dr. Alda Breitenmoser, Kantonschemikerin	<a href="mailto:info.kl@gef.be.ch">info.kl@gef.be.ch</a> <a href="mailto:alda.breitenmoser@ag.ch">alda.breitenmoser@ag.ch</a>	09.05.2017
Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzte VSKT	c/o BLV Schwarzenburgstrasse 155 3003 Bern	<a href="mailto:vskt.sekretariat@blv.admin.ch">vskt.sekretariat@blv.admin.ch</a>	08.05.2017
Konferenz der kantonalen Beauftragten für Natur- und Landschaftsschutz KBNL	c/o ARNAL AG Kasernenstrasse 39A 9100 Herisau	<a href="mailto:robert.meier@kbnl.ch">robert.meier@kbnl.ch</a>	12.05.2017
Konferenz der Vorsteher der Umweltschutzämter der Schweiz KVV	Speichergasse 6 3000 Bern 7	<a href="mailto:info@kvu.ch">info@kvu.ch</a>	29.03.17
JULA Junglandwirtekommission des Schweizerischen Bauernverbandes	c/o Schweizerischer Bauernverband Laurstrasse 10 CH 5200 Brugg	<a href="mailto:info@junglandwirte.ch">info@junglandwirte.ch</a>	12.05.2017
AGORA Association des groupements et organisations romands de l'agriculture	Avenue des Jordils 5 Case postale 128 1000 Lausanne 6	<a href="mailto:info@agora-romandie.ch">info@agora-romandie.ch</a>	12.05.2017
VKMB Kleinbauern-Vereinigung	Monbijoustrasse 31 Postfach 8319 3001 Bern	<a href="mailto:info@kleinbauern.ch">info@kleinbauern.ch</a>	10.05.2017
Uniterre	Avenue du Grammont 9 1007 Lausanne	<a href="mailto:info@uniterre.ch">info@uniterre.ch</a>	12.05.017
Bäuerliches Zentrum Schweiz	Schlössli 6022 Grosswangen	<a href="mailto:kunz.josef@bluewin.ch">kunz.josef@bluewin.ch</a>	15.05.2017
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV	Laurstrasse 10 Postfach 730 5201 Brugg AG	<a href="mailto:info@landfrauen.ch">info@landfrauen.ch</a>	12.05.2017
SAV Schweizerischer Alpwirtschaftlicher Verband	Seilerstrasse 4 Postfach 9836 3001 Bern	<a href="mailto:info@alpwirtschaft.ch">info@alpwirtschaft.ch</a>	15.5.2017
Bio-Suisse Vereinigung schweizerischer biologischer Landbauorganisationen	Peter Merian-Strasse 34 4052 Basel	<a href="mailto:bio@bio-suisse.ch">bio@bio-suisse.ch</a>	10.05.2017
Schweizerische Vereinigung integriert produzierender Bauern und Bäuerinnen	Molkereistrasse 21 3052 Zollikofen	<a href="mailto:info@ipsuisse.ch">info@ipsuisse.ch</a>	12.05.2017
Zentralschweizer Bauernbund ZBB	Landstrasse 35 Postfach 63 6418 Rothenthurm	<a href="mailto:info@bvsz.ch">info@bvsz.ch</a>	02.05.2017
Freisinnige Bäuerinnen und Bauern Schweiz FBS	Herr Walter Müller, Präsident Riethof 9478 Azmoos	<a href="mailto:mueller.azmoos@bluewin.ch">mueller.azmoos@bluewin.ch</a>	18.04.17
PIOCH Groupement pour la promotion intégrée dans l'Ouest de la Suisse	Avenue des Jordils 5 1000 Lausanne 6	<a href="mailto:gerance-pioch@agora-romandie.ch">gerance-pioch@agora-romandie.ch</a>	05.05.2017
Gemeinnützige Gesellschaft zur Förderung kleiner und mittlerer Bio-Bergbauernhöfe	Schweizer Bergheimat Letten – Dagmersellen 6235 Winikon	<a href="mailto:info@schweizerbergheimat.ch">info@schweizerbergheimat.ch</a>	12.05.2017
Netzwerk Schweizer Pärke	Monbijoustrasse 61 3007 Bern	<a href="mailto:info@paerke.ch">info@paerke.ch</a>	10.05.2017s
ZBV Zürcher Bauernverband	Lagerstrasse 14 8600 Dübendorf	<a href="mailto:bauernverband@zbv.ch">bauernverband@zbv.ch</a>	02.05.2017
Chambre d'agriculture du Jura bernois CAJB	Le Plan 37 2616 Renan BE	<a href="mailto:cajb.haemmerli@bluewin.ch">cajb.haemmerli@bluewin.ch</a>	12.05.2017

Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangdatum
Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband LBV	Schellenrain 5 6210 Sursee	<a href="mailto:bs.sursee@luzernerbauern.ch">bs.sursee@luzernerbauern.ch</a>	05.05.2017
Bauernverband Uri	Beckenriederstrasse 34 6374 Buochs	<a href="mailto:heidi.mathis@agro-kmu.ch">heidi.mathis@agro-kmu.ch</a>	12.05.2017
BVSZ Bauernvereinigung des Kantons Schwyz	Landstrasse 35 Postfach 63 6418 Rothenthurm	<a href="mailto:info@bvsz.ch">info@bvsz.ch</a>	02.05.2017
Glarner Bauerverband	Ygrubenstrasse 9 8750 Glarus	<a href="mailto:geschaeftsstelle@bvgl.ch">geschaeftsstelle@bvgl.ch</a>	12.05.2017
SOBV Solothurnischer Bauernverband	Obere Steingrubenstrasse 55 Postfach 4503 Solothurn	<a href="mailto:info@sobv.ch">info@sobv.ch</a>	10.05.2017
BVBB Bauerverband beider Basel	Hauptstrasse 1 4450 Sissach	<a href="mailto:info@landwirtschaft-bl.ch">info@landwirtschaft-bl.ch</a>	15.05.2017
Schaffhauser Bauernverband	Blomberg 2 8217 Wilchingen	<a href="mailto:sekretariat@schaffhauserbauer.ch">sekretariat@schaffhauserbauer.ch</a>	15.05.2017
Bauernverband Appenzell Ausserrhoden	Urnäscherstrasse 83 9104 Waldstatt	<a href="mailto:info@appenzellerbauern.ch">info@appenzellerbauern.ch</a>	15.05.2017
St. Galler Bauernverband	Magdenauerstrasse 2 Postfach 151 9230 Flawil	<a href="mailto:info@bauern-sg.ch">info@bauern-sg.ch</a>	10.05.2017
Bündner Bauernverband	Bündner Arena 1 7408 Cazis	<a href="mailto:sekretariat@buendnerbauernverband.ch">sekretariat@buendnerbauernverband.ch</a>	11.05.2017
BVA Bauernverband Aargau	Im Roos 5 5630 Muri AG	<a href="mailto:info@bvaargau.ch">info@bvaargau.ch</a>	12.05.2017
VTGL Verband Thurgauer Landwirtschaft	Industriestrasse 9 8570 Weinfelden	<a href="mailto:info@vtgl.ch">info@vtgl.ch</a>	12.05.2017
UCT Unione Contadini Ticinesi	Via Gorelle Casella postale 447 6592 S. Antonino	<a href="mailto:agricoltore@agriticino.ch">agricoltore@agriticino.ch</a>	15.05.2017
Prométerre	Avenue des Jordils 1 Case postale 128 1000 Lausanne 6	<a href="mailto:info@prometerre.ch">info@prometerre.ch</a>	12.05.2017
CVA Chambre valaisanne d'agriculture	Maison du Paysan Case postale 96 1964 Conthey	<a href="mailto:cvagri@agrivalais.ch">cvagri@agrivalais.ch</a>	15.05.2017
CNAV Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	Route de l'Aurore 4 2053 Cernier	<a href="mailto:cnav@ne.ch">cnav@ne.ch</a>	12.05.2017
AgriGenève	Rue des Sablières 15 1217 Meyrin	<a href="mailto:info@agrigeneve.ch">info@agrigeneve.ch</a>	12.05.2017
CJA Chambre jurassienne d'agriculture	Rue Saint-Maurice 17 Case postale 122 2852 Courtételle	<a href="mailto:info@agrijura.ch">info@agrijura.ch</a>	09.05.2017
Vision Landwirtschaft	Litzibuch 8966 Oberwil-Lieli	<a href="mailto:sekretariat@visionlandwirtschaft.ch">sekretariat@visionlandwirtschaft.ch</a>	12.05.2017
SALS_ASSAF Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort	c/o AGORA Avenue des Jordils 5 1006 Lausanne	<a href="mailto:info@assaf-suisse.ch">info@assaf-suisse.ch</a>	02.05.2017
SVIL Schweizerische Vereinigung Industrie und Landwirtschaft	Dohlenweg 28 Postfach 6548 8050 Zürich	<a href="mailto:hans.bieri@svil.ch">hans.bieri@svil.ch</a>	15.05.2017
Schweiz. Vereinigung der AOP-IGP / Association suisse des AOP-IGP	Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:info@aop-igp.ch">info@aop-igp.ch</a>	05.04.17
SWISS NO-TILL Schweizerische Gesellschaft für bodenschonende Landwirtschaft	Oberdorf 2514 Ligerz	<a href="mailto:info@no-till.ch">info@no-till.ch</a>	31.05.2017 wird nicht mehr ausgewertet zu spät
Agro-Marketing Schweiz	AMS Agro-Marketing Suisse Suisse Garantie Brunnmattstrasse 21 Postfach 3007 Bern	<a href="mailto:info@agromarketing-suisse.ch">info@agromarketing-suisse.ch</a>	15.03.17 18.04.17 aktual.

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
Verein Schweizer Regionalprodukte	Verein Schweizer Regionalprodukte Distelweg 4 7000 Chur	<a href="mailto:info@schweizerregionalprodukte.ch">info@schweizerregionalprodukte.ch</a>	10.05.2017
alpinavera	alpinavera Distelweg 4 7002 Chur	<a href="mailto:info@alpinavera.ch">info@alpinavera.ch</a>	15.05.2017
Swisssem Schweizerischer Saatgutproduzentenverband	Schweizer Saatgutproduzentenverband (swisssem) Route de Portalban 40 Postfach 16 1567 Delley	<a href="mailto:info@swisssem.ch">info@swisssem.ch</a>	12.05.2017
VSF B	Bernstrasse 55 Postfach 3052 Zollikofen	<a href="mailto:vsf@vsf-mills.ch">vsf@vsf-mills.ch</a>	08.05.2017
Swiss-seed	Postfach 344 8401 Winterthur	<a href="mailto:swiss-seed@swiss-seed.ch">swiss-seed@swiss-seed.ch</a>	12.05.2017
UFA AG	Byfangstrasse 7 3360 Herzogenbuchsee	<a href="mailto:marketing@ufa.ch">marketing@ufa.ch</a>	04.05.2017
SLV Schweizerischer Landmaschinen-Verband	Museumstrasse 10 Postfach 106 3000 Bern 6	<a href="mailto:info@slv-asma.ch">info@slv-asma.ch</a>	11.05.2017
SVLT Schweizerischer Verband für Landtechnik	Ausserdorfstrasse 31 Postfach 55 5223 Riniken	<a href="mailto:zs@agrartechnik.ch">zs@agrartechnik.ch</a>	12.05.2017
Branchenorganisation Milch	BO Milch Weststrasse 10 Postfach 1006 3000 Bern 6	<a href="mailto:info@ip-lait.ch">info@ip-lait.ch</a>	12.05.2017
Schweizer Milchproduzenten SMP	Weststrasse 10 Postfach 35 3000 Bern 6	<a href="mailto:smp@swissmilk.ch">smp@swissmilk.ch</a>	11.05.2017
Branchenorganisation Butter GmbH	Brunnmattstrasse 21 Postfach 3007 Bern	<a href="mailto:info@bobutter.ch">info@bobutter.ch</a>	12.05.2017
BSM Branchenorganisation Schweizer Milchpulver	Brunnmattstrasse 21 Postfach 3007 Bern	<a href="mailto:info@swiss-milkpowder.ch">info@swiss-milkpowder.ch</a>	12.05.2017
IG Weidemilch	Frau Silvia Stohler-Rhyner Präsidentin/Landwirtin Maiacker 139 4305 Olsberg	<a href="mailto:silvrhyner@hotmail.com">silvrhyner@hotmail.com</a>	12.05.2017
LRG Laiteries Réunies – Genève	Fédération des producteurs de lait de Genève et environs Case postale 1055 1211 Genève 1	<a href="mailto:info@lrgg.ch">info@lrgg.ch</a>	12.05.2017
VMI Vereinigung der Schweizerischen Milchindustrie	Thunstrasse 82 Postfach 1009 3000 Bern 6	<a href="mailto:info@milchindustrie.ch">info@milchindustrie.ch</a>	10.05.2017
Emmi Schweiz AG	Landenbergstrasse 1 Postfach 2570 6002 Luzern	<a href="mailto:info@emmi.ch">info@emmi.ch</a>	09.05.2017
Emmentaler Switzerland	Kapellenstrasse 28 Postfach 6011 3001 Bern	<a href="mailto:info@emmentaler.ch">info@emmentaler.ch</a>	16.05.2017
CasAlp Sortenorganisation Berner Alp- und Hobelkäse AOC	CasAlp c/o Inforama Berner Oberland 3702 Hondrich	<a href="mailto:info@casalp.ch">info@casalp.ch</a>	10.05.2017
Fromarte	Gurtengasse 6 3011 Bern	<a href="mailto:info@fromarte.ch">info@fromarte.ch</a> <a href="mailto:jacques.gygax@fromarte.ch">jacques.gygax@fromarte.ch</a>	04.05.2017
Interprofession du Gruyère	Case postale 12 1663 Gruyères	<a href="mailto:interprofession@gruyere.com">interprofession@gruyere.com</a>	07.04.17
Switzerland Cheese Marketing AG	Brunnmattstrasse 21 Postfach 3001 Bern	<a href="mailto:info@scm-cheese.com">info@scm-cheese.com</a>	28.03.17
Proviande	8162 3001 Bern	<a href="mailto:info@proviande.ch">info@proviande.ch</a>	05.05.2017

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
SVV Schweizerischer Viehändler-Verband	Kasernenstrasse 97 Postfach 335 7007 Chur	<a href="mailto:info@viehhandel-schweiz.ch">info@viehhandel-schweiz.ch</a>	12.05.2017
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Sihlquai 255 Postfach 1977 8031 Zürich	<a href="mailto:info@carnasuisse.ch">info@carnasuisse.ch</a>	27.04.17
Identitas AG	Stauffacherstrasse 130A 3014 Bern	<a href="mailto:info@identitas.ch">info@identitas.ch</a>	11.05.2017
IG Anbindestall	Peter Bieri, Geschäftsführer Bahnstrasse 1 3063 Ittigen	<a href="mailto:peterbieri84@bluewin.ch">peterbieri84@bluewin.ch</a>	11.05.2017
Braunvieh Schweiz	Chamerstrasse 56 6300 Zug	<a href="mailto:info@braunvieh.ch">info@braunvieh.ch</a>	05.05.2017
Mutterkuh Schweiz	Stapferstrasse 2 5201 Brugg AG	<a href="mailto:info@mutterkuh.ch">info@mutterkuh.ch</a>	12.05.2017
Schweizerischer Kälbermäster-Verband SKMV	c/o Schweizer Bauernverband Laurstrasse 10 Postfach 5201 Brugg AG	<a href="mailto:petra.gasser@kaelbermaester.ch">petra.gasser@kaelbermaester.ch</a>	12.05.2017
Swiss Beef CH	c/o Schweizer Bauernverband Laurstrasse 10 Postfach 5201 Brugg AG	<a href="mailto:info@swissbeef.ch">info@swissbeef.ch</a>	12.05.2017
Genossenschaft swissherdbook	Schützenstrasse 10 Postfach 691 3052 Zollikofen	<a href="mailto:info@swissherdbook.ch">info@swissherdbook.ch</a>	11.05.2017
ASR Arbeitsgemeinschaft Schweizer Rinderzüchter	Schützenstrasse 10 Postfach 691 3052 Zollikofen	<a href="mailto:info@asr-ch.ch">info@asr-ch.ch</a>	12.05.2017
Suisseporcs	Allmend Postfach 6204 Sempach	<a href="mailto:info@suisseporcs.ch">info@suisseporcs.ch</a>	01.05.2017
Vereinigung der Schweizer Eierproduzenten, Gallouisse	Burgerweg 22 3052 Zollikofen	<a href="mailto:info@gallosuisse.ch">info@gallosuisse.ch</a>	28.04.17 23.05.2017
SGP Schweizer Geflügelproduzenten	Flühlenberg 3452 Grünenmatt	<a href="mailto:geschaefststelle.sgp@hotmail.com">geschaefststelle.sgp@hotmail.com</a>	12.05.2017
PAKO Paritätische Kommission der Eierproduzenten und des Handels	Lindachstrasse 24 Postfach 81 3038 Kirchlindach	<a href="mailto:alois.mettler@bluewin.ch">alois.mettler@bluewin.ch</a>	03.05.2017
Vereinigung der Ei-Vermarkter VEV	Herr Rudolf O. Schmid Steinackerstrasse 35 8302 Kloten	<a href="mailto:rudolf.schmid@luechinger-schmid.ch">rudolf.schmid@luechinger-schmid.ch</a>	20.04.17
Bell Schweiz AG	Zelgmatte 1 Postfach 6144 Zell LU	<a href="mailto:info@bell.ch">info@bell.ch</a>	11.05.2017
VSP Verband Schweizerischer Pferdezüchtorganisationen	Schmittenweg 5 5053 Staffelbach	<a href="mailto:info@vsp-fsec.ch">info@vsp-fsec.ch</a>	11.05.2017
FSFM Fédération suisse du franchises-montagnes / Schweizerischer Freibergerverband	Les Longs-Prés Case postale 190 1580 Avenches	<a href="mailto:info@fm-ch.ch">info@fm-ch.ch</a>	15.05.2017
SVPS Schweizerischer Verband für Pferdesport	Papiermühlestrasse 40H 3000 Bern 22	<a href="mailto:info@fnch.ch">info@fnch.ch</a>	12.05.2017
ZVCH Zuchtverband CH-Sportpferde	Les Longs-Prés Case postale 125 1580 Avenches	<a href="mailto:info@swisshorse.ch">info@swisshorse.ch</a>	12.05.2017
SSZV Schweizerischer Schafzuchtverband	Industriestrasse 9 3362 Niederönz	<a href="mailto:schafzuchtverband@caprovis.ch">schafzuchtverband@caprovis.ch</a>	10.05.2017
SZZV Schweizerischer Ziegenzuchtverband	Schützenstrasse 10 3052 Zollikofen	<a href="mailto:info@szzv.ch">info@szzv.ch</a>	12.05.2017
SMG Schweizerische Milchschaafzucht Genossenschaft	Feldmoosstrasse 5 3150 Schwarzenburg	<a href="mailto:info@smg-milchschaefe.ch">info@smg-milchschaefe.ch</a>	12.05.2017
Swiss granum	Belpstrasse 26 Postfach 7957 3001 Bern	<a href="mailto:info@swissgranum.ch">info@swissgranum.ch</a>	02.05.2017

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangdatum
SGPV Schweizerischer Getreideproduzentenverband	Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:info@fspc.ch">info@fspc.ch</a>	10.05.2017
VKGS Verband kollektiver Getreidesammelstellen der Schweiz	c/o SGPV Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:info@fspc.ch">info@fspc.ch</a>	10.05.2017
VSGV Verband des Schweizerischen Getreide- und Futtermittelhandels	Verband des Schweiz. Thunstrasse 82 Postfach 1009 3000 Bern 6	<a href="mailto:info@vsgf.ch">info@vsgf.ch</a>	01.05.2017
DSM Dachverband Schweizerischer Müller	Thunstrasse 82 Postfach 1009 3000 Bern 6	<a href="mailto:info@thunstrasse82.ch">info@thunstrasse82.ch</a>	10.05.2017
Verein Schweizer Brot	c/o swiss granum Belpstrasse 26 Postfach 7957 3001 Bern	<a href="mailto:info@schweizerbrot.ch">info@schweizerbrot.ch</a> <a href="mailto:scheuner@schweizerbrot.ch">scheuner@schweizerbrot.ch</a>	02.05.2017
VSR Verein Schweizer Rapsöl	c/o swiss granum Belpstrasse 26 Postfach 7957 3001 Bern	<a href="mailto:info@raps.ch">info@raps.ch</a>	02.05.2017
SVZ Schweizerischer Verband der Zuckerrübenpflanzer	Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:svz.fsb@sbv-usp.ch">svz.fsb@sbv-usp.ch</a>	12.05.2017
SZU Schweizer Zucker AG Sucre Suisse SA	Radelfingenstrasse 30 Postfach 3270 Aarberg	<a href="mailto:info@zucker.ch">info@zucker.ch</a>	12.05.2017
Swisspatat	Belpstrasse 26 Postfach 7960 3001 Bern	<a href="mailto:info@swisspatat.ch">info@swisspatat.ch</a>	12.05.2017
Swisscofel Verband des Schweizer Früchte-, Gemüse- und Kartoffelhandelsin	Belpstrasse 26 Postfach 7954 3001 Bern	<a href="mailto:sekretariat@swisscofel.ch">sekretariat@swisscofel.ch</a>	10.05.2017
VSKP Vereinigung Schweizer Kartoffelproduzenten	Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:kartoffelproduzenten@sbv-usp.ch">kartoffelproduzenten@sbv-usp.ch</a>	11.05.2017
Schweizerischer Obstverband	Postfach 2559 6302 Zug	<a href="mailto:sov@swissfruit.ch">sov@swissfruit.ch</a>	25.04.17
VSGP Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten	Belpstrasse 26 Postfach 8617 3001 Bern	<a href="mailto:info@gemuese.ch">info@gemuese.ch</a>	10.05.2017
Verband Schweizer Pilzproduzenten VSP	c/o BNPO Schweiz Löwenplatz 3 3303 Jegenstorf	<a href="mailto:vsp@bnpo.ch">vsp@bnpo.ch</a>	27.04.17
Hochstamm Suisse	c/o Oekoskop Dornacherstrasse 192 4053 Basel	<a href="mailto:info@hochstamm-suisse.ch">info@hochstamm-suisse.ch</a>	02.05.2017
Verein Hochstamm Obstbau Schweiz	Beggetwil 9402 Mörschwil	<a href="mailto:info@hochstamm-suisse.ch">info@hochstamm-suisse.ch</a>	11.05.2017
SKEK Schweiz. Kommission für die Erhaltung von Kulturpflanzen	Geschäftsstelle Laupenstrasse 7 3008 Bern	<a href="mailto:info@cpc-skek.ch">info@cpc-skek.ch</a>	11.05.2017
IVVS Interprofession de la vigne et des vins suisses	c/o FSV Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:Chantal.Aeby@fsv.ch">Chantal.Aeby@fsv.ch</a>	10.5.2017
FSV Fédération suisse des vignerons	Belpstrasse 26 3007 Bern	<a href="mailto:Chantal.Aeby@fsv.ch">Chantal.Aeby@fsv.ch</a>	03.05.2017
ASVEI Association suisse des vignerons-encaveurs indépendants	Jacques Humbert, président Château de Duillier Rue du Château 1266 Duillier	<a href="mailto:info@chateau-de-duillier.ch">info@chateau-de-duillier.ch</a> <a href="mailto:info@asve.net">info@asve.net</a>	15.05.2017
Fédération vaudoise des vignerons FVV	Route du Lac 2 Case postale 1215 1094 Paudex	<a href="mailto:info@fvv-vd.ch">info@fvv-vd.ch</a>	16.05.2017
CSCV/SWK Contrôle suisse du commerce des vins / Schweizer Weinhandelskontrolle	Bahnhofstrasse 49 Postfach 272 8803 Rüschlikon	<a href="mailto:info@cscv-swk.ch">info@cscv-swk.ch</a>	11.05.2017
ANCV Association nationale des coopératives vitivinicoles suisses	Kapellenstrasse 14 Case postale 5236 3001 Bern	<a href="mailto:osavoy@centrepatrional.ch">osavoy@centrepatrional.ch</a>	11.05.2017

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
VSW/ASCV Vereinigung Schweizer Weinhandel / Association suisse du commerce des vins	Kapellenstrasse 14 Postfach 5236 3001 Bern	<a href="mailto:info@ascv-vsw.ch">info@ascv-vsw.ch</a>	11.05.2017
SEVS Société des encaveurs de vins suisses	Kapellenstrasse 14 Case postale 5236 3001 Bern	<a href="mailto:jpguidoux@guidoux.ch">jpguidoux@guidoux.ch</a>	11.05.2017
Interprofession du vignoble et des vins de Genève IVVG	François Erard, secrétaire Agrigèneve Rue des Sablières 15 1217 Meyrin	<a href="mailto:erard@agrigeneve.ch">erard@agrigeneve.ch</a>	12.05.2017
GOV Groupement des organisations viticoles valaisannes	c/o Chambre valaisanne d'agriculture CP 96 1964 Châteauneuf-Conthey	<a href="mailto:vital@agrivalais.ch">vital@agrivalais.ch</a>	15.05.2017
AGFF Arbeitsgemeinschaft zur Förderung des Futterbaues	Reckenholzstrasse 191 Postfach 412 8046 Zürich	<a href="mailto:agff@agroscope.admin.ch">agff@agroscope.admin.ch</a>	05.05.2017
Migros-Genossenschafts-Bund	Limmatstrasse 152 Postfach 8031 Zürich	<a href="mailto:martin.schlaepfer@mgb.ch">martin.schlaepfer@mgb.ch</a>	12.05.2017
Coop Gruppe Genossenschaft	Hauptsitz Thiersteinerallee 14 Postfach 2550 4002 Basel	<a href="mailto:nachhaltigkeit@coop.ch">nachhaltigkeit@coop.ch</a>	16.05.2017
Biofarm Genossenschaft	Hunzenweg 63 4936 Kleindietwil	<a href="mailto:info@biofarm.ch">info@biofarm.ch</a>	15.05.2017
Konsumentenforum kf	Geschäftsstelle Belpstrasse 11 3007 Bern	<a href="mailto:forum@konsum.ch">forum@konsum.ch</a>	12.05.2017
Fédération romande des consommateurs FRC	Rue de Genève 17 Case postale 6151 1002 Lausanne	<a href="mailto:info@frc.ch">info@frc.ch</a>	12.05.2017
WEKO Wettbewerbskommission	Monbijoustrasse 43 3003 Bern	<a href="mailto:weko@weko.admin.ch">weko@weko.admin.ch</a>	10.05.2017
scienceindustries Wirtschaftsverband Chemie Pharma Biotech	Nordstrasse 15 Postfach 8035 Zürich	<a href="mailto:info@scienceindustries.ch">info@scienceindustries.ch</a>	08.05.2017
fial Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittel-Industrien	Worbstrasse 52 Postfach 160 3074 Muri b. Bern	<a href="mailto:franziska.hofer@fial.ch">franziska.hofer@fial.ch</a> ; <a href="mailto:muri@mepartners.ch">muri@mepartners.ch</a>	11.05.2017
Pro Natura	Dornacherstrasse 192 Postfach 4018 Basel	<a href="mailto:mailbox@pronatura.ch">mailbox@pronatura.ch</a>	10.05.2017
WWF Schweiz	Hohlstrasse 110 Postfach 8010 Zürich	<a href="mailto:service@wwf.ch">service@wwf.ch</a>	10.05.2017
BirdLife Schweiz	Wiedingstrasse 78 Postfach 8036 Zürich	<a href="mailto:svs@birdlife.ch">svs@birdlife.ch</a>	16.05.2017
Schweizerische Vogelwarte Sempach	Schweizerische Seerose 1 6204 Sempach	<a href="mailto:info@vogelwarte.ch">info@vogelwarte.ch</a>	1.5.2017
Stiftung ProSpecieRara	Unter Brüglingen 6 4052 Basel	<a href="mailto:info@prospecierara.ch">info@prospecierara.ch</a>	15.05.2017
BGS Bodenkundliche Gesellschaft der Schweiz	Bodenkundliche Gesellschaft Präsident BGS : Matias Laustela Sandgrubenstrasse 23 8330 Pfäffikon ZH	<a href="mailto:bgs.praesident@soil.ch">bgs.praesident@soil.ch</a>	12.05.2017
Eidgenössische Kommission für Lufthygiene	EKL c/o BAFU 3003 Bern	<a href="mailto:info@ekl.admin.ch">info@ekl.admin.ch</a>	24.04.17
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz	Schwarzenburgstrasse 11 3007 Bern	<a href="mailto:info@fls-fsp.ch">info@fls-fsp.ch</a>	12.05.2017
Fonds Landschaft Schweiz FSP	Thunstrasse 36 3005 Bern	<a href="mailto:info@fls-fsp.ch">info@fls-fsp.ch</a>	25.04.17

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
ENHK Eidgenössische Natur- und Heimatschutzkommission	c/o BAFU 3003 Bern	<a href="mailto:info@enhk.admin.ch">info@enhk.admin.ch</a>	11.05.2017
Schweizer Tierschutz STS	Dornacherstrasse 101 Postfach 461 4008 Basel	<a href="mailto:sts@tierschutz.com">sts@tierschutz.com</a>	11.05.2017
KAGfreiland für Kuh, Schwein, Huhn & Co.	Engelgasse 12A 9001 St. Gallen	<a href="mailto:info@kagfreiland.ch">info@kagfreiland.ch</a>	11.05.2017
AGRIDEA Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural	Eschikon 28 8315 Lindau	<a href="mailto:kontakt@agridea.ch">kontakt@agridea.ch</a>	12.05.2017
Koordination Richtlinien Tessin und Deutschschweiz für den ökologischen Leistungsnachweis ÖLN	KIP – Koordinationsgruppe TI und Deutschschweiz c/o Agridea Eschikon 28 8315 Lindau	<a href="mailto:kontakt@agridea.ch">kontakt@agridea.ch</a>	08.05.2017
Beratungsforum Schweiz BFS / Forum la VULG Suisse FVS	Strickhof Lindau Herr Andreas Rüschi Leitung Fachstellen & Dienstleistungen Eschikon, Postfach 8315 Lindau	<a href="mailto:andreas.ruesch@strickhof.ch">andreas.ruesch@strickhof.ch</a>	10.05.2017
Qualinova AG	Oberdorfstrasse 1 6222 Gunzwil	<a href="mailto:info@qualinova.ch">info@qualinova.ch</a>	10.05.2017
bio.inspecta AG	Ackerstrasse Postfach 5070 Frick	<a href="mailto:admin@bio-inspecta.ch">admin@bio-inspecta.ch</a>	12.05.2017
ProCert Zertifizierungsstelle	Holzikofenweg 22 3000 Bern 23	<a href="mailto:bern@procert.ch">bern@procert.ch</a>	10.05.2017
suissemelio Schweizerische Vereinigung für Ländliche Entwicklung, Kommission Hochbau und Soziales	Schweiz. Vereinigung für ländliche Entwicklung Grabenstrasse 8 7001 Chur	<a href="mailto:pierre.simonin@jura.ch">pierre.simonin@jura.ch</a>	28.03.17
VSLG Verein zum Schutz des landwirtschaftlichen Grundeigentums	Postfach 5236 3001 Bern	<a href="mailto:info@vslg.ch">info@vslg.ch</a>	10.05.2017
Landwirtschaftsforum UNESCO Biosphäre Entlebuch	Chlosterbüel 28 6170 Schüpfheim	<a href="mailto:zentrum@biosphaere.ch">zentrum@biosphaere.ch</a>	12.05.2017
IG BIO Schweiz	IG BIO Schweiz Worbstrasse 52 Postfach 160 CH-3074 Muri/Bern	<a href="mailto:karola.krell@me-partners.ch">karola.krell@me-partners.ch</a>	12.05.2017
Branchenverband Aargauer Wein	Gässli 4 5603 Staufien	<a href="mailto:office@aargauerweine.ch">office@aargauerweine.ch</a>	09.03.17
OKV Verband Ostschweizer Kavallerie- und Reitvereine	Michael Hässig, Präsident, Pestalozzistrasse 42, 8032 Zürich	<a href="mailto:mhaessig@vetclinics.uzh.ch">mhaessig@vetclinics.uzh.ch</a> ; <a href="mailto:michael.haessig@okv.ch">michael.haessig@okv.ch</a>	20.03.17
Agroscope_AFK Amtliche Futtermittelkontrolle	Michel Geinoz Tioleyre 4, Postfach 64, 1725 Posieux	<a href="mailto:michel.geinoz@agroscope.admin.ch">michel.geinoz@agroscope.admin.ch</a>	24.03.17
Geschäftsstelle KKGeo-CCGeo c/o Raum und Wirtschaft (rawi)	Dr. Mathias Ritter Murbacherstrasse 21, Postfach 6002 Luzern	<a href="mailto:info@kkgeo.ch">info@kkgeo.ch</a>	31.03.17
LID Landwirtschaftlicher Informationsdienst	Markus Rediger Geschäftsführer Weststrasse 10 3000 Bern 6	<a href="mailto:rediger@lid.ch">rediger@lid.ch</a>	03.04.17
CCIG Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève	Marc Rädler Bd du Théâtre 4 CP 5039 1211 Genève 11	<a href="mailto:m.radler@ccig.ch">m.radler@ccig.ch</a>	13.04.17
SGWH Schweiz. Genossenschaft der Weich- und Halbhartkäsefabrikanten	Kapellstrasse 17 9543 St. Margarethen	<a href="mailto:info@cheese.ch">info@cheese.ch</a>	04.04.17



## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangdatum
EAACC European Association of Agrochemical Companies	Claudius Schmalschläger Van Elmpstraat 2 9723 ZL Groningen The Nederlands	<a href="mailto:info@eaacc.eu">info@eaacc.eu</a>	05.04.17
Cercl'Air Schweizerische Gesellschaft der Lufthygienefachleute Lufthygieneamt beider Basel	c/o Andrea von Känel, Präsident Postfach, 4420 Liestal	<a href="mailto:andrea.vonkae-nel@bl.ch">andrea.vonkae-nel@bl.ch</a>	07.04.17
Genossenschaft Ökostrom Schweiz	Stefan Mutzner Geschäftsstelle Frauenfeld Oberwil 61 8500 Frauenfeld	<a href="mailto:stefan.mutzner@oekostromschweiz.ch">stefan.mutzner@oekostromschweiz.ch</a>	07.04.17
OdA AgriAliForm Organisation der Arbeitswelt Berufsfeld Landwirtschaft und deren Berufe	Schweizer Bauernverband Agriprof Sekretariat OdA AgriAli-Form Martin Schmutz Laurstrasse 10 5201 Brugg	<a href="mailto:martin.schmutz@agri-prof.ch">martin.schmutz@agri-prof.ch</a>	10.04.17
KoReKo Konferenz der Rebbaupraktik der deutschsprachigen Schweiz und des Fürstentums Liechtenstein	Beat Felder BBZN Hohenrain 6276 Hohenrain	<a href="mailto:beat.felder3@edulu.ch">beat.felder3@edulu.ch</a>	12.04.17
ZWV Zentralschweizer Weinbauverein	Peter Krummenacher Präsident Tellenstrasse 41 6056 Kägiwil	<a href="mailto:info@luzerner-weine.ch">info@luzerner-weine.ch</a>	18.04.17
AZO Arbeitsgemeinschaft Zentralschweizer Obstproduzenten (Kant. Obstbauorganisation LU, ZG, SZ, UR, OW, NW)	Sekretariat AZO Markus Hunkeler Berufsbildungszentrum Natur und Ernährung Landwirtschaft Spezialkulturen und Pflanzenschutz Sennweidstrasse 35 6276 Hohenrain	<a href="mailto:markus.hunkeler@edulu.ch">markus.hunkeler@edulu.ch</a>	26.04.17
SGOV St. Galler Obstverband	Markus Müller Präsident Usserstadel 256 9313 Muolen	<a href="mailto:mcmueller80@gmx.ch">mcmueller80@gmx.ch</a>	27.04.17
Omya Schweiz AG	Lucas Burkhard Head of Sales Agro Alte Strasse 33 4665 Oftringen	<a href="mailto:lucas.burkhard@omya.com">lucas.burkhard@omya.com</a>	28.04.17
JULA Junglandwirte Zentralschweiz	Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband (LBV) Schellenrain 5 6210 Sursee	<a href="mailto:ivo.wolfisberg@luzernerbauern.ch">ivo.wolfisberg@luzernerbauern.ch</a>	02.05.2017
GST Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte	Christoph Peter Leiter Fachbereich Wirtschaft Brückfeldstrasse 18 3012 Bern	<a href="mailto:christoph.peter@gstsvs.ch">christoph.peter@gstsvs.ch</a>	03.05.2017
DBR Das Beste der Region	Nadine Degen Geschäftsführung Forelstrasse 1 3072 Ostermundigen	<a href="mailto:nadine.degen@regionalprodukte.ch">nadine.degen@regionalprodukte.ch</a> <a href="mailto:info@regionalprodukte.ch">info@regionalprodukte.ch</a>	03.05.2017
Bäuerinnenverband Nidwalden	Claudia Käslin Rita Niederberger Co-Präsidentinnen Obfuhr 1 6386 Wolfenschiessen	<a href="mailto:rita-dani.obfuhr@gmx.ch">rita-dani.obfuhr@gmx.ch</a>	04.05.2017
SSV Schweizerischer Spirituosensverband	Ernest Dällenbach Zentralsekretär Amthausgasse 1 3011 Bern	<a href="mailto:daellenbach@wineandspirit.ch">daellenbach@wineandspirit.ch</a> <a href="mailto:info@wineandspirit.ch">info@wineandspirit.ch</a>	04.05.2017

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangsdatum
Arbeitsgruppe Berggebiet c/o Solidaritätsfond Luzerner Bergbevölkerung	Ruedi Lustenberger Präsident Flüebodenmatte 1 6113 Romoos	<a href="mailto:c.reis@regionwest.ch">c.reis@regionwest.ch</a> (Sekretariat Claudia Reis Menznauerstrasse 2 6110 Wolhusen)	04.05.2017
GOF fenaco Genossenschaft Getreide, Oelsaaten, Futtermittel	Pius Eberhard Leiter strategische Projekte und Branchenarbeit Theaterstrasse 15a 8401 Winterthur	<a href="mailto:pius.eberhard@fenaco.com">pius.eberhard@fenaco.com</a>	04.05.2017
BRZ BioRigioZentralschweiz	Peter Waltenspül Co. Präsident bioZug Hintersennweid 2 6345 Neuheim	<a href="mailto:peter61@sunrise.ch">peter61@sunrise.ch</a>	04.05.2017
Branchenverband Thurgau Weine	Markus Müller, Präsident Thurbergstrasse 10 8570 Weinfelden	<a href="mailto:praesident@thurgauweine.ch">praesident@thurgauweine.ch</a>	05.05.2017
Stähler Suisse SA	Stephan Lack Henzmannstrasse 17A CH-4800 Zofingen	<a href="mailto:stephan.lack@staehler.ch">stephan.lack@staehler.ch</a>	08.05.2017
LEBeO Ländliche Entwicklung Berner Oberland	Jolanda Küng c/o Volkswirtschaft Berner Oberland Thunstrasse 34	<a href="mailto:jolanda.kueng@volkswirtschaftbeo.ch">jolanda.kueng@volkswirtschaftbeo.ch</a>	08.05.2017
SVH, Schweizerische Vereinigung der Hirschhalter	Sabine Graf AGRIDEA, Eschikon 28, CH-8315 Lindau	<a href="mailto:sabina.graf@agridea.ch">sabina.graf@agridea.ch</a>	09.05.2017
Bioring Hochstamm der Bio Suisse	c/o Hans Brunner Frohbergstr. 1 8162 Steinmaur	<a href="mailto:brunner_hans7@bluewin.ch">brunner_hans7@bluewin.ch</a>	10.05.2017
Branchenverband Schaffhauser Wein Schaffhauser Blauburgunderland	Geschäftsführer Beat Hedinger Herrenacker 15 8200 Schaffhausen	<a href="mailto:beat.hedinger@schaffhauserland.ch">beat.hedinger@schaffhauserland.ch</a>	10.05.2017
Bio-Bauern Ob-und Nidwalden	Willi Ambauen Leimi 6388 Grafenort	<a href="mailto:willi.ambauen@bluewin.ch">willi.ambauen@bluewin.ch</a>	10.05.2017
Schenk SA	Directeur André Fuchs Schenk SA Place de la Gare 7 1180 Rolle	<a href="mailto:andre.fuchs@schenk-wine.ch">andre.fuchs@schenk-wine.ch</a>	10.05.2017
UENV Union des Encaveurs et Négociants Vaud-Fribourg	Secrétariat Nathalie Salgado Case postale 1215 1001 Lausanne	<a href="mailto:nathalie.salgado@schenk-wine.ch">nathalie.salgado@schenk-wine.ch</a>	10.05.2017
APDP Association Protection Des Plantes	c/o SINTAGRO AG Chasseralstrasse 1-3 4900 Langenthal	<a href="mailto:j.burkhard@sintagro.ch">j.burkhard@sintagro.ch</a>	10.05.2017
Rebgesellschaft Bielersee + Schweizerische Vereinigung der selbststeinkellernden Weinbauern Sektion Bielersee	Präsident Fabian Teutsch Sekretariat Redegonda Magri-Herceg Haus des Bielersee Weines Moos 3 2513 Twann	<a href="mailto:info@bielerseewein.ch">info@bielerseewein.ch</a>	10.05.2017
Pays romand – Pays gourmand	Elisa Domeniconi Jordils 5 CP 1080 1001 Lausanne	<a href="mailto:elisa.domeniconi@pays-gourmand.ch">elisa.domeniconi@pays-gourmand.ch</a>	10.05.2017
Akademien der Wissenschaften Schweiz a+	Generalsekretariat Michael Saladin Haus der Akademien Laupenstrasse 7 Postfach	<a href="mailto:michael.saladin@scnat.ch">michael.saladin@scnat.ch</a>	10.05.2017
SWP Swiss Wine Promotion	Chantal Aeby Pürro c/o Fédération suisse des vigneron Belpstrasse 26 3007 Berne	<a href="mailto:Chantal.Aeby@fsv.ch">Chantal.Aeby@fsv.ch</a>	10.05.2017
Verein Hochstamm Freunde	Co-Präsident Martin Blümli Ludigen 8	<a href="mailto:bluemli.brunner@sunrise.ch">bluemli.brunner@sunrise.ch</a>	10.05.2017

**Rapport de consultation train d'ordonnances 2017**

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangdatum
	6027 Römerswil		
Billo hps Heizpeter Studer	Heinzpeter Studer	<a href="mailto:hps@communicum.ch">hps@communicum.ch</a>	11.05.2017
FRUCTUS die Vereinigung zur Förderung alter Obstsorten	Präsident Kaspar Hunziker Hornstrasse 10 8714 Feldbach	<a href="mailto:kaspar.hunziker@fructus.ch">kaspar.hunziker@fructus.ch</a>	11.05.2017
Alpwirtschaftlicher Verein Kanton Bern	Geschäftsführerin Tanja Aellig Ausserschwandiweg 2 3713 Reichenbach	<a href="mailto:tanja_aellig@bluewin.ch">tanja_aellig@bluewin.ch</a>	11.05.2017
OLK Oberwalliser Landwirtschaftskammer	Geschäftsstelle Rosmarie Ritz Talstrasse 3 3930 Visp	<a href="mailto:info@olk.ch">info@olk.ch</a> <a href="mailto:r.ritz@olk.ch">r.ritz@olk.ch</a>	11.05.2017
Conférence latine des directeurs des centres de formation des métiers de la terre et de la nature	Magali Briod c/o Agora Avenue des Jordils 5 Case postale 1080 1001 Lausanne	<a href="mailto:m.briod@agora-romandie.ch">m.briod@agora-romandie.ch</a>	11.05.2017
PROZB Pro Zürcher Berggebiet	Corina Stäheli Regionalmanagement Bahnhofstrasse 13 Postfach 8494 Bauma	<a href="mailto:corina.staeheli@prozb.ch">co-rina.staeheli@prozb.ch</a>	11.05.2017
Emmi Frisch-Service AG	Einkäuferin/Purchaser Samantha Wälti Gaswerkstrass 6/8 8952 Schlieren	<a href="mailto:samantha.waelti@emmi.com">samantha.waelti@emmi.com</a>	11.05.2017
LKG Landwirtschaftliche Kreditgenossenschaft	Thomas Brunold Graubünden Postfach 800 7001 Chur	<a href="mailto:thomas.brunold@lkg-gr.ch">thomas.brunold@lkg-gr.ch</a>	12.05.2017
IVN Interprofession de la vigne et du vin neuchâtelois	c/o Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture Aurore 4 2053 Cernier	<a href="mailto:josee.sandoz@ne.ch">josee.sandoz@ne.ch</a>	12.05.2017
Nectra Food SA	Laurent Winzenried Rue de la Membre 7 1033 Cheseaux	<a href="mailto:laurent.winzenried@nectrafood.com">laurent.winzenried@nectrafood.com</a>	12.05.2017
Petit Crémier Genève	Abel Albuquerque Route du Nant-d'Avril 107 1217 Meyrin	<a href="mailto:abel.albuquerque@ge.petitcremier.ch">abel.albuquerque@ge.petitcremier.ch</a>	12.05.2017
Zürcher Tierschutz	Geschäftsleitung Nadja Brodmann Zürichbergstrasse 263 Postfach 8044 Zürich	<a href="mailto:nbrodmann@zuerchertierschutz.ch">nbrodmann@zuerchertierschutz.ch</a>	12.05.2017
Ei AG	Delegierter des Verwaltungsrates Ernesto Hausmann Moosmattstrasse 6 6210 Sursee	<a href="mailto:ernesto.hausmann@eiag.ch">ernesto.hausmann@eiag.ch</a>	12.05.2017
KK BEO Kreiskommission Berner Oberland	Mitglied der KK BEO Adrian Bieri 3766 Boltigen	<a href="mailto:adi.bieri@bluewin.ch">adi.bieri@bluewin.ch</a>	12.05.2017
FCVV Fédération des caves viticoles vaudoises	Av. des Jordils 1 1001 Lausanne	<a href="mailto:l.thomas@prometerre.ch">l.thomas@prometerre.ch</a>	12.05.2017
Symix GmbH	Edi Peterhans Dorfstrasse 10 CH-8556 Engwang TG	<a href="mailto:edi@symix.ch">edi@symix.ch</a>	12.05.2017
Eugen Sager	Hohlenstein 2 8589 Sitterdorf	<a href="mailto:sager.eugen@bluewin.ch">sager.eugen@bluewin.ch</a>	15.05.2017
TOV_Fachgruppe Obstbau des Verbands Thurgauer Landwirtschaft	Industriestrasse 9 8570 Weinfelden	<a href="mailto:selina.hulst@vtgl.ch">selina.hulst@vtgl.ch</a>	12.05.2017
CIVV Communauté interprofessionnelle du Vin Vaudois	Jordils 1, 1001 Lausanne	<a href="mailto:l.thomas@prometerre.ch">l.thomas@prometerre.ch</a>	12.05.2017
LVO Landfrauenverband Obwalden	Präsidentin Paula Burch	<a href="mailto:landfrauen-ow@bluewin.ch">landfrauen-ow@bluewin.ch</a>	15.05.2017

## Rapport de consultation train d'ordonnances 2017

Stellungnehmende	Adresse	E-Mail	Eingangdatum
	Bächli 1 6063 Stalden		
ASEVEI-VD Association Suisse des Vignerons-Encaveurs Indépendant Section Vaudoise	p.a. Frédéric Blanc Maisons Neuves 20 1853 Yvorne	<a href="mailto:info@vignerons-vaudois.ch">info@vignerons-vaudois.ch</a>	15.05.2017
BAK Bernische Stiftung für Agrarkredite	Geschäftsführer BAK Hans Oesch Schwand 17 3110 Münsingen	<a href="mailto:hans.oesch@vol.be.ch">hans.oesch@vol.be.ch</a>	15.05.2017
TIR Stiftung für das Tier im Recht	stv. Geschäftsleiterin Vanessa Gerritsen Rigistrasse 9 8006 Zürich	<a href="mailto:gerritsen@tierimrecht.org">gerritsen@tierimrecht.org</a>	15.05.2017
BPZV Bernischer Pferdezuchtverband	Geschäftsführerin BPZV Nicole Aeschlimann Milchstrasse 9 3072 Ostermundigen	<a href="mailto:nicole.aeschlimann@bernerbauern.ch">nicole.aeschlimann@bernerbauern.ch</a>	17.05.2017
BSZV Bündnerischer Schafzuchtverband	Präsident Duosch Städler Geschäftsstelle Via Greinas 1. 7031 Laax	<a href="mailto:duosch.staedler@moutains.ch">duosch.staedler@moutains.ch</a>	19.05.2017
Geschäftsstelle Pferdezuchtgenossenschaft Aargau	Petra Jäggi Weissenbach 304 5632 Buttwil	<a href="mailto:petra_jaeggi@yahoo.de">petra_jaeggi@yahoo.de</a>	23.05.2017

